Le magazine de l'ASSOCIATION DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES DU CAMEROUN

Assurances & Sécurité

N° 029 Nov. 2014

Les états statistiques de l'ASAC en 2013

41,1 milliards de
sinistres payés

Portrait
Honorable Zacharia AWANGA
Sénateur, DG de SAMARITAN Insurance Inc.

Entreprise Certifiée Multisites

CERTIFIÉE INTERNATIONALE
ISO 9001 - 2008

Solidarité et Responsabilité.

Avec la Carte Biométrique de Santé, nous célébrons le Quarantenaire de l'ASAC dans l'innovation.

**quand nous assurons
nous assumons**

**Rest assured
you are insured**

Le sésame de la santé

Vivez Zen

NOTRE RESEAU : Proximité et qualité de service

BUREAUX DIRECTS

COASTAL REGION

Bureau Direct Libreville
Tél: 04 94 50 28 04
Bureau Direct Douala Nord
Tél: 04 94 32 15 04
04 94 02 34 11
Bureau Direct Douala Sud
Tél: 04 94 31 18 43
Bureau Direct Loulou
Tél: 04 94 31 01 88
Bureau Direct Ekoh
Tél: 04 94 02 00 47
Bureau Direct Koba
Tél: 04 943 170 53

GRASSFIELDS REGION

Bureau Direct Garoua
Tél: 04 93 20 70 13
Bureau Direct Nkounze
Tél: 04 93 11 43 32

SAHEL REGION

Bureau Direct Cotonou
Tél: 04 93 20 70 13
04 93 11 43 32
Bureau Direct Niamey
Tél: 04 93 11 43 32
04 20 64 27
Bureau Direct Agadez
Tél: 04 93 69 41

FOREST REGION

Bureau Direct Yaoundé Centre
Tél: 04 01 01 71
Tél: 04 20 82 50
Bureau Direct Yaoundé
Tél: 04 01 01 71
04 20 82 50
Bureau Direct Yaoundé
Tél: 04 01 01 71
04 20 82 50

AGENTS GENERAUX

Agent Général FOKO
2 P1 0906, Douala, Centre de Commerce
International Douala
Tél: 04 94 29 04 74 / 33 02 01 27

Agent Général NDUYONG
BP 13293, Yaoundé Centre, Cam.
Tél/Fax: 33 43 45 73 / 04 94 70 15

Agent Général MADONE
Co. 10 face Tokoko Commercial
16/17A, 77 16 41 11

MIKROE ASSURANCES
S.P. 0102, Yaoundé
Plateau, République Centre
de la Pharmacie Douala
Tél: 04 94 91 78 08

LA CENTRALE ASSURANCE S.p
B.P. 1048, Yaoundé Centre, Plateau
Marché Central, à côté de ESDACOM
Tél: 22 22 91 94 / 77 75 01 24

**DIRECTION GENERALE/Headquarters : Rue Koumassi - Bali Douala
Service Clients/ Customer Service : 94 30 82 32 • www.zenitheinsurance.com**

Sommaire

5 Editorial

- **Micro assurance : piste de croissance**

7 Actualité

- **Règlement N°1 de la 76ème session ordinaire de la CRCA à Cotonou**
- **Règlement N°2 de la 76ème session ordinaire de la CRCA à Cotonou**
- **Conséquences de la revalorisation du SMIG sur les sinistres automobile**
- **Communiqué final Conseil des Ministres en Charge des Assurances dans la zone CIMA à Paris**

13 Dossier

- **Les états statistiques de l'ASAC en 2013**

62 Evènement

- **Les leçons de la Microassurance Learning Sessions**

64 Portrait

- **Honorable Zacharia AWANGA**
Sénateur, Directeur Général de SAMARITAN Insurance Inc

BP. 1136 Douala, Cameroun • Tél./Fax : 33 42 06 68
E-mail : asac_douala@yahoo.fr
Site web : www.asac-cameroon.org

Directeur de Publication
Raphaël FUTE

Coordination
Ferdinand MENG

Administration
Georges MANDENG LIKENG

Comité éditorial
Commission communication de l'ASAC

Rédacteur en Chef
Valère Francis BALIABA

Ont collaboré à ce Numéro
Georges MANDENG L.

Valère Francis BALIABA

Denis Désiré OMGBA
LEMB Aaron

Joseph NDI LOTIN

Réalisation
Impact Média & Services
99 98 43 03

Plus de soucis pour l'hospitalisation de mes proches et moi

grâce à mon assurance

Beneficial
Santé Famille

Beneficial Santé Famille est la réponse à vos besoins d'une couverture médicale adaptée à tous vos budgets

C'est un contrat d'assurance limité aux hospitalisations et à la chirurgie garantissant à l'assuré, le remboursement ou la prise en charge des prestations suivantes:

- Frais de consultations et visites médicales en hospitalisation ;
- Frais pharmaceutiques en hospitalisation ;
- Frais d'analyses biologiques en hospitalisation ;
- Frais des actes de spécialité en hospitalisation ;
- Frais d'hospitalisation ;
- Frais de radiologie en hospitalisation ;

Ce produit est disponible dans toutes les agences, les bureaux directs et au siège de Beneficial General Insurance.

Micro assurance : piste de croissance

édito

Raphaël FUTE
Président de l'ASAC

Comme de tradition, cette nouvelle édition de votre magazine du mois de novembre est consacrée à la publication et à l'analyse des états statistiques du marché camerounais de l'assurance, pour l'exercice 2013.

A l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire que l'ASAC a consacrée le 23 octobre dernier à cet important sujet, nous pouvons dire que l'ensemble du secteur des assurances au Cameroun a réalisé, en 2013, un chiffre d'affaires de 160,8 milliards de francs CFA, en progression de 6,8 % par rapport à l'année précédente. Au cours des trois derniers exercices, de 2011 à 2013, ce chiffre d'affaires aura connu une croissance totale de 14%. Pendant ce temps, les assureurs ont payé des sinistres pour un montant cumulé de 162, 2 milliards de francs CFA, donc 41,1 milliard sur le seul exercice 2013. Ces quelques chiffres illustrent, si besoin était à la fois le dynamisme du secteur, et le respect des engagements pris par l'ensemble de la profession.

Nous reviendrons un peu plus loin sur l'état de santé de notre marché, le temps pour nous d'évoquer deux événements majeurs qui se sont déroulés au Cameroun.

Tout d'abord, la célébration des 40 ans de l'ASAC, dont les lampions s'éteignent progressivement. La rédaction de « Assurances & sécurité » consacra très prochainement un numéro spécial pour vous faire revivre les temps forts et les coulisses de cette manifestation.

Bien avant, la CIMA a organisé avec des partenaires de référence mondiale au Cameroun, du 08 au 10 septembre 2014, la Microinsurance Learning Sessions sur le thème « Protéger les Petits Travailleurs ». Occasion pour les assureurs d'explorer les possibilités de développement et de croissance de cette branche spécifique, qui s'adresse à la couche majoritaire des populations africaines, qui constitue une mutualité potentielle digne d'intérêt. Les quelques exemples de réussite dans ce domaine, doivent leur boom essentiellement à la téléphonie mobile comme canal de distribution et au marketing par le social. Un environnement qui fait de la Micro assurance, l'avenir de notre secteur et une sérieuse piste de croissance à relever pour notre marché.

Si en 2013 le taux de croissance de l'économie nationale était évalué à 4,9%, des projections fiables le situent entre 2014 et 2017 aux environs de 5,6%. Dans cette perspective donc, Il revient aux acteurs du marché camerounais des assurances, pour s'inscrire durablement dans une dynamique de croissance, de mettre un point d'honneur à rester vigilant sur la mise en œuvre de l'assainissement par l'article 13 nouveau du Code des assurances CIMA, de veiller à ce que le volet Assurance soit intégré en amont lors des négociations des projets structurants, et ne pas laisser prospérer l'aberration qui consiste de manière récurrente, à ce que les assureurs, pourtant investisseurs institutionnels, soient les grands oubliés dans les comités de réflexion ou de réalisation des grands risques.

Mais déjà, il serait bienvenue que l'Etat procède à l'apurement de ses arriérés qui d'après le communiqué final du Conseil des ministres en charge des assurances des pays membres de la CIMA réunis le 02 octobre 2014 à Paris, confirme qu'ils deviendront à l'échéance du 31 décembre 2014, des non valeurs dans les bilans des sociétés d'assurances. Un écueil à éviter.

SAAR ASSURANCES
WORLD CLASS AFRICAN INSURANCE

La saar un
réservoir
de sécurité
assurance auto
confiance mutuelle
sécurité sérénité
simplicité assistance
reponses personnalisées
un groupe en pleine expansion
riche de 20 années au
service de la sécurité
des hommes et des biens
notre mission : la vie en toute
quiétude

Compagnie d'assurances dommages régie par le code CIMA

Société anonyme au capital de 3 milliards F.CFA

Siège social : BP 11834 Yaoundé Tél : +237 22 22 31 39 Fax: 22 22 31 37

Direction Générale : BP 1011 Douala Tél : +237 33 43 17 60 Fax: 33 43 09 79

www.saar-assurances.com

C I M A

CONFÉRENCE INTERAFRICAINNE
DES MARCHÉS D'ASSURANCES

COMMISSION RÉGIONALE DE
CONTROLE DES ASSURANCES

CIRCULAIRE-N° 001/CIMA/CRCA/PDT/2014
RELATIVE AUX SANCTIONS DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES COLLABORANT AVEC DES
PERSONNES NON HABILITÉES À PRÉSENTER DES OPÉRATIONS D'ASSURANCES

La Commission Régionale de Contrôle des Assurances (CRCA), réunie à sa 76^{ème} session ordinaire tenue à Cotonou (République du Bénin) du 21 au 26 juillet 2014, a constaté que des sociétés d'assurances collaborent avec des intermédiaires d'assurances non habilités à présenter des opérations d'assurances.

Elle rappelle aux sociétés d'assurances qu'il est formellement interdit de collaborer avec toute personne non habilitée à présenter des opérations d'assurances. Les personnes habilitées sont énumérées aux articles 501 et suivants du code des assurances.

Elle rappelle enfin, que toute société d'assurances qui ne respecterait pas les dispositions réglementaires en la matière est passible des sanctions prévues par les articles 312 et 545 du code des assurances.

Fait à Cotonou le 26 juillet 2014

Le Président de la Commission

Gnagne BEDI

C I M A

CONFÉRENCE INTERAFRICAINNE
DES MARCHÉS D'ASSURANCES

COMMISSION RÉGIONALE DE CONTRÔLE DES ASSURANCES

CIRCULAIRE N° ~~---~~ 002 /C/CIMA/CRCA/PDT/2014

RELATIVE À L'INDICATION DU TAUX GARANTI DES CONTRATS D'ASSURANCE VIE

La Commission Régionale de Contrôle des Assurances (CRCA) réunie à Cotonou (République du Bénin) lors de sa 76^{ème} session ordinaire du 21 au 26 juillet 2014, constate qu'à l'occasion des contrôles des compagnies d'assurances et d'examen de dossiers, il a été établi que les conditions générales ou particulières de certains contrats d'assurance-vie comportent une indication trompeuse du taux minimum garanti.

Ces contrats indiquent un taux garanti et stipulent que l'épargne gérée fait l'objet d'un prélèvement annuel, par exemple 0,5 % ou 1 %. L'immense majorité des assurés ne comprend pas que le « taux garanti » annoncé est en réalité brut des prélèvements sur épargne. Par exemple, la double stipulation d'un taux garanti de 3 % et d'un prélèvement annuel de 1 % est équivalente à la stipulation unique d'un taux garanti de 1,97 % ($= 1,03 * 0,99 - 1$). De même, la double stipulation d'un taux garanti de 3,5 % et d'un prélèvement annuel de 0,5 %, est équivalente à la stipulation unique d'un taux garanti de 2,98 % ($= 1,035 * 0,995 - 1$).

La double indication d'un taux brut et d'un taux de prélèvement est donc trompeuse. Elle n'est d'ailleurs justifiée par aucune raison technique, puisqu'un taux net équivalent peut toujours être indiqué. Cette indication double à la place de l'indication d'un taux unique freine la compréhension par le public du fonctionnement de l'assurance-vie, et détourne en définitive le public de l'assurance.

En conséquence, la Commission adopte les dispositions suivantes :

Article 1 : L'indication sur tous documents, prospectus, circulaires d'un taux garanti non net est prohibée.

CONFERENCE INTERAFRICAINNE DES MARCHES D'ASSURANCES

Article 2 : Lorsqu'un contrat d'assurance-vie mentionne un taux garanti, ce taux est net de tous prélèvements. Le taux net garanti est indiqué en %, avec au moins deux (02) décimales après la virgule si celles-ci diffèrent de zéro ; tout arrondi se fait par valeur inférieure.

Article 3 : Les entreprises ont jusqu'au 31 décembre 2014 pour conformer les conditions générales et particulières de leurs nouveaux contrats à la présente circulaire.

dispositions réglementaires en la matière est passible des sanctions prévues par les articles 312 et 545 du code des assurances.

Fait à Cotonou le 26 juillet 2014

Le Président de la Commission

Gnagne BEDI

B.P. 2750 - LIBREVILLE REPUBLIQUE GABONAISE TEL. : (241) 01 44 37 79 - FAX : (241) 01 73 42 88
E-mail : cima@cima-afrique.org - Site web : www.cima-afrique.org

DERNIERE HEURE

Au moment où nous allons sous presse, la 77ème session ordinaire de la Commission Régionale de Contrôle des Assurances (CRCA) est en train de se clôturer à Lomé au Togo (les principales résolutions seront publiées dans notre prochaine édition). La ville de Douala au Cameroun abritera la 78ème session en Décembre prochain.

C I M A

CONFERENCE INTERAFRICAINNE
DES MARCHES D'ASSURANCES

CONSEIL DES MINISTRES

COMMUNIQUE FINAL

PARIS (République Française), le 02 octobre 2014

Les ministres en charge du secteur des assurances des pays membres de la CIMA se sont réunis le 02 octobre 2014 à Paris (République française), sous la présidence de **Monsieur Gilles BAILLET**, Ministres des Finances de la République du Niger.

Après avoir adopté l'ordre du jour de leurs travaux, les ministres ont approuvé le compte rendu de leur précédent conseil tenu le 03 avril 2014 à Malabo (République de Guinée Equatoriale).

Les ministres ont ensuite pris connaissance du rapport d'exécution du budget au titre de l'exercice 2013 et du rapport du commissaire aux comptes, ils ont donné quitus au Secrétaire Général de la CIMA au titre de sa gestion pour l'exercice 2013.

Le Conseil des ministres a pris acte des rapports du Secrétaire Général de la CIMA sur les activités du Secrétariat Général et sur celles de la Commission Régionale de Contrôle des Assurances (CRCA) pour la période allant du 1^{er} janvier au 15 septembre 2014.

Les ministres ont adopté les textes modifiant les statuts des personnels de la CIMA et de l'Institut International des Assurances (IIA) ainsi que les statuts de la CRCA.

Ils ont adopté le budget de la Conférence Inter-africaine des Marchés d'Assurances (CIMA) et celui de l'Institut International des Assurances (IIA) de Yaoundé au titre de l'exercice 2015.

Examinant la demande d'interprétation de l'article 308 formulée par les autorités camerounaises, le Conseil a retenu l'interprétation suivante proposée par le Comité des Experts : « les risques liés aux plateformes pétrolières installées en mer (Offshore) sont classés dans la branche 6 de la nomenclature des risques prévue à l'article 328 du code des assurances ».

Relativement à l'augmentation du SMIG dans certains Etats membres et aux modalités de sa prise en compte dans l'évaluation du préjudice corporel résultant des accidents de la circulation routière, les ministres ont confirmé leur décision prise en octobre 2009, à savoir que le nouveau SMIG doit être pris en compte dans l'évaluation et le règlement de tous les sinistres qui, à la date d'effet du nouveau SMIG, n'ont pas fait l'objet d'une décision de justice définitive ou d'une

CONFÉRENCE INTERAFRICAINNE DES MARCHÉS D'ASSURANCES

transaction entre les parties.

Concernant l'apurement des arriérés de primes dans les bilans des sociétés d'assurances, les ministres ont instruit les organes de la CIMA de veiller à l'application stricte de la circulaire n°00003/CIMA/CRCA/PDT/du 22 juillet 2011 fixant le délai d'apurement des anciens arriérés de primes au 31 décembre 2014.

Tenant compte de la situation socio-politique que traverse la République centrafricaine, le Conseil des ministres a décidé d'accorder aux sociétés d'assurances de ce pays une prorogation d'un an du délai de trois ans prévu par la circulaire précitée.

Informés du projet d'assistance technique que l'Agence Française de Développement (AFD) est disposée à apporter au Secrétariat Général de la CIMA et à la Fédération des Sociétés d'Assurances de droit National Africaines (FANAF) en vue de la création d'un contexte incitatif pour le développement de la microassurance, les ministres ont marqué leur accord sur la poursuite des discussions avec l'AFD.

Abordant la question de l'adhésion des Etats membres à l'Institution African Risk Capacity (ARC), notamment de sa filiale dénommée African Risk Capacity Insurance Company (ARC IC) Ltd, les ministres ont préconisé une démarche commune qui tienne compte des textes réglementaires de la CIMA.

Concernant la construction des sièges de la CIMA et de l'Institut International des assurances (IIA), les ministres ont pris acte des activités réalisées et ont donné mandat à leur Président pour accomplir les diligences nécessaires à la poursuite des travaux.

Enfin, les ministres ont procédé à la nomination de certaines personnalités au sein des organes de la CIMA.

Au terme de leurs travaux, les ministres ont exprimé leur gratitude aux autorités françaises pour toutes les facilités mises à la disposition de leurs délégations respectives à l'occasion de cette réunion.

Pour le Conseil des Ministres
Le Président de séance

Gilles BAILLET

Conséquences de la revalorisation du SMIG sur les indemnités des sinistres automobiles

Par décret n° 2014/2217/PM du 24 juillet 2014, le Premier Ministre, chef du gouvernement a fixé à 36 270 FCFA, le montant du SMIG mensuel au Cameroun. Nous nous sommes réjouis de ce relèvement tant attendu du pouvoir d'achat qui était auparavant de 28 216 FCFA, soit une augmentation mécanique de 28%.

Par un règlement n°0002/CIMA du 3 avril 2014, le Conseil des Ministres en charge du secteur des assurances des pays de la zone CIMA modifie certaines dispositions du Code des assuran-

ces relatives à l'indemnisation des victimes d'accidents de la circulation. La conjugaison des deux modifications importantes a un impact lourd de conséquence sur les résultats futurs des assureurs automobile. En effet les principaux chefs de préjudices prévus aux articles 258 à 266 du Code des assurances sont réglés, faute de connaissance du salaire ou du revenu de la victime sur la base du SMIG.

Mécaniquement, on pourrait estimer que la hausse est de 28%, mais en attendant que les actuaires nous fixent avec exactitude, dans la pratique, nous constatons à titre d'exemple, que les frais funéraires augmentent de 157%, le préjudice économique des ayants droit de 68%, et le préjudice moral de 71%. Les indemnités des blessés subissent aussi de fortes aggravations. Certains observateurs, plus ou moins avertis estiment que la situation est bonne, avec un S/P du marché de l'assurance automobile qui renverrait à leurs études la Banque Mondiale et le FMI sur l'importance de la sinistralité au Cameroun. L'état des lieux, en ce qui concerne les véhicules de transport publics de voyageurs est plutôt inquiétant et il est absolument de nécessité vitale que les assureurs automobile reviennent leur tarif en responsabilité civile qui date de 1994. Une augmentation.

LEMB AARON

3 fois + de bien-être familial Pack "AGC Famille"

Souscrivez une assurance AGC auto + une assurance AGC habitation
et profitez d'une assurance AGC responsabilité civile chef de famille

Le gage de votre Sécurité

Les états statistiques de l'ASAC en 2013

Georges MANDENG LIKENG
Secrétaire Général de l'ASAC

Introduction Générale

Malgré un contexte international difficile marqué notamment par la baisse des cours des matières premières et la dégradation des termes de l'échange, l'activité économique nationale est restée soutenue. La demande intérieure s'est maintenue en hausse, induite par la poursuite des grands projets d'infrastructure et par des actions de relance de la production dans plusieurs branches marchandes.

La croissance du PIB en 2013 était de 4,9%, principalement tirée, d'une part par la contribution du secteur tertiaire (47,8% du PIB) en lien avec la bonne tenue des activités dans les branches des transports, des télécommunications, du commerce et de l'hôtellerie, d'autre part par le regain de certaines branches du secteur secondaire avec le dynamisme du sous-secteur des bâtiments et travaux publics, et les activités extractives.

Sur le plan budgétaire, l'exercice 2013 s'est caractérisé par la mise en place du premier budget programme qui, globalement, permet d'aligner les ressources publiques sur les priorités nationales, conformément à une directive CEMAC relative aux lois de finances. Il remplace le budget de moyens. Selon les estimations à fin décembre

2013, on note une contreperformance des recettes du fait de la baisse des taxes sur les biens et services, et un dérapage sur certaines dépenses, notamment en raison des subventions à la consommation des carburants.

Au niveau de la politique monétaire définie par la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) dont le Cameroun est membre, elle connaît aujourd'hui une phase d'expansion après une période de restriction il y a quelques années. Il en a résulté une hausse des crédits à l'économie (crédit intérieur) de 30% entre 2011 et 2013, qui bénéficient au secteur privé (14%) en lien avec le financement des grands projets structurants.

Dans ce contexte de politique expansionniste, l'inflation en moyenne annuelle, fortement corrélée avec le prix des denrées alimentaires, a atteint 2,5% en 2013, en dessous du seuil de convergence communautaire de 3%.

Concernant les échanges extérieurs, malgré la persistance du déficit du solde des transactions courantes, entretenus par ceux des balances des biens, des services et des revenus, le solde global de la balance des paiements en 2013 resterait positif selon les estimations. Cette performance

résulterait notamment du regain de la production pétrolière et des exportations des autres principaux produits.

A propos de la dette publique, le gouvernement a poursuivi en 2013 sa recherche de financement par endettement pour soutenir son vaste programme de grands projets structurants, visant à maintenir l'économie sur un trend de croissance. Cependant, il faut noter que depuis l'annulation de la dette du pays dans le cadre de l'initiative PPTE en 2006, le risque de surendettement du Cameroun est resté faible, avec un ratio de la dette publique sur PIB de 20,1% en 2013, à comparer avec le seuil critique de 70% arrêté dans la sous-région CEMAC.

S'agissant de la gouvernance, malgré les actions de réformes entreprises, le climat des affaires continue d'être peu propice, comme en atteste la régression du pays dans le classement de l'édition 2014 du rapport de la Banque mondiale, Doing Business par rapport à l'édition 2013.

Enfin, au plan politique, il convient de signaler la tenue des élections couplées (municipales et

législatives) qui conforte la stabilité socio-politique dans un contexte de crise régionale, politique et sécuritaire.

(*) : Les données chiffrées sont tirées du rapport sur les perspectives économiques de l'Afrique 2014 (statistiques cumulées BAD, Centre de Développement OCDE et CEA) et des statistiques de l'Institut National de la Statistique (INS).

NB : La compagnie SAMARITAN n'a pas transmis ses états financiers et comptables de l'exercice 2013 au Secrétariat Général de l'ASAC ses données de l'exercice 2012 ont été reconduites.

Le secteur a enregistré une production globale de F CFA 160,8 milliards, en hausse de 6,8% par rapport à l'année 2012 qui présentait F CFA 150,3 milliards.

La répartition par branche met largement en évidence les assurances de dommages qui représentent 74,5% du marché, en hausse par rapport à l'année dernière (73,4%).

Le secteur totalise 1348 emplois directs dont 351 Cadres, 591 Agents de maîtrise et 406 Agents d'exécution.

ASSURANCES DOMMAGES

I- LA PRODUCTION

En assurances dommages, on constate en 2013 une croissance de (8,3%) du chiffre d'affaires à 119,7 milliards F.CFA, qui affichait 110,5 milliards F.CFA l'année dernière.

L'examen de la production par branche révèle ce qui suit :

a) Les Accidents Corporels et la Maladie

Cette branche qui a un poids relatif sur le marché de 24,7% a généré 29,6 milliards F.CFA en 2013, en hausse de 6,1% par rapport à l'année antérieure (28 milliards F.CFA).

b) L'Automobile

Son activité a enregistré un chiffre d'affaires en 2013 de 39,8 milliards F.CFA, contre 34,1 milliards F.CFA au cours de l'année 2012, soit une hausse de 16,8%.

Cette branche continue toujours d'occuper une place prépondérante puisqu'elle assure 33,3% de la production totale IARDT.

Il convient de noter que des cinq (05) compagnies qui viennent en tête de cette branche, la compagnie leader est la SAAR, avec FCFA 7,3 milliards, soit une part de marché égale à 18,4%. Elle est suivie par la GMC (FCFA 5,8 milliards), ACTIVA (FCFA 3,4 milliards), AXA (FCFA 3,3 milliards) et Allianz (FCFA 3,3 milliards).

Par ailleurs, les compagnies qui, d'une année à une

autre, tirent la croissance vers le haut sont par ordre décroissant : NSIA (52,4%), GMC (46,1%), SAAR (40,4%), SAHAM (33,5%) et AXA (24,2%). Des explications tirées des compagnies sur cette croissance, on retient que la bonne stratégie managériale, et l'effort marketing déployés sur le terrain permettent d'acquiescer d'autres contrats.

L'Incendie et les Autres Dommages aux Biens

La production ici se chiffre à 13,7 milliards F.CFA en 2013, soit une hausse de 6,1% par rapport à l'année précédente où elle était de 12,9 milliards F.CFA.

La branche Incendie alimente 11,5% du chiffre d'affaires IARDT.

c) La Responsabilité Civile Générale

Le chiffre d'affaires de la RC s'est élevé en 2012 à 4,1 milliards F.CFA pour passer l'année suivante à 3,4 milliards F.CFA, soit une chute de 14,2%. Elle représente 2,9% de la production totale IARDT.

d) Les Transports

En hausse de 0,4% de l'année 2012 à 2013, cette branche qui contribue au chiffre d'affaires global de la branche IARDT à hauteur de 20,2% a vu sa production passer de 24,1 milliards F.CFA à 24,2 milliards F.CFA.

Toutefois, cette croissance masque des disparités suivant les trois sous branches qui la composent :

La sous branche Transports Aériens a régressé de 9,6%, passant d'un montant de 2,9 milliards F.CFA à

2,6 milliards F.CFA.

Les Transports Maritimes ont enregistré une chute de 3,4%, s'établissant à 18,7 milliards F.CFA, contre 19,4 milliards F.CFA en 2012.

Enfin, la sous branche Autres Transports a connu une croissance significative de 55,5%, passant, entre 2012 et 2013, de 1,8 milliards F.CFA à 2,9 milliards F.CFA.

e) Les autres Risques et Divers Dommages

Cette branche a produit 3,6 milliards F.CFA en 2013, en baisse de 4,9% par rapport à l'année 2012, qui affichait 3,8 milliards F.CFA. Elle représente 3% du chiffre d'affaires IARDT.

II- LES PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers des assurances dommages connaissent une croissance de 10,5%, passant de 4,6 milliards F.CFA en 2012 à 5 milliards F.CFA en 2013. Leur performance représente une valeur relative de 4,2% par rapport au chiffre d'affaires IARD.

III- LES SINISTRES

III.1 Les Sinistres Payés

Les sinistres payés se chiffrent à 41,1 milliards F.CFA en 2013 contre 35,7 milliards F.CFA en 2012, en hausse de 15%.

Le taux de liquidation des sinistres c'est-à-dire le ratio Prestations Payées / Sinistres à Payer, en hausse par rapport à celui de l'exercice précédent, se situe à 55,5% en 2013, contre 48,8%.

III.2 Les charges de sinistres

La charge de sinistres de l'exercice a connu une hausse de 10,5%, se chiffrant à 42,9 milliards F.CFA contre 38,8 milliards F.CFA l'année antérieure.

Le taux de sinistralité c'est-à-dire le ratio Charge de Sinistres / Primes Acquisées du marché représente 37,5%, en augmentation de celui de l'an passé (35,6).

IV- LES COMMISSIONS ET FRAIS GENERAUX

En dommages, les commissions versées aux différents intermédiaires au cours de l'exercice 2013 s'établissent à 15,3 milliards F.CFA contre 13,2 milliards F.CFA en 2012, soit une augmentation de 15,5%.

Quant aux frais généraux, ils s'élèvent à 31 milliards F.CFA, contre 27 milliards F.CFA en 2012, en hausse de 14,5%.

Ainsi, les frais d'acquisition se montent à 46,3 milliards F.CFA, ce qui équivaut à 38,7% du chiffre d'affaires, taux au-dessus de celui de 2012 (36,3%).

Le taux de commissionnement, c'est-à-dire le ratio Commissions / Primes Acquisées, quant à lui, est de 13,4%, supérieur à celui de l'exercice précédent : 12%.

V- LA REASSURANCE

En Dommages, le montant des primes acquises aux réassureurs est de 36,6 milliards F.CFA, en baisse de 2,8% par rapport à celui de 2012, 37,6 milliards F.CFA. Les primes cédées en réassurances s'élèvent à 37,5 milliards F.CFA, soit 31,4% du chiffre d'affaires IARDT. En ce qui concerne la part des réassureurs dans les charges, celle-ci s'établit à 15,1 milliards F.CFA contre 12,2 milliards F.CFA en 2012, en hausse de 24,8%.

Ainsi, le solde de réassurance de l'exercice 2013 est favorable aux réassureurs à hauteur de 21,5 milliards F.CFA; en baisse de 15,9% par rapport à celui de 2012, 25,6 milliards F.CFA.

VI- LA SOLVABILITE DU MARCHÉ

Les entreprises de dommages dégagent une marge disponible de FCFA 59,6 milliards en hausse de 25,3% par rapport à celle de l'année dernière qui affichait FCFA 47,6 milliards.

La marge minimale est de FCFA 19 milliards, en progression de 3,4% par rapport à celle de 2012 (18,4 milliards).

Il en résulte au titre de l'exercice 2013 un surplus de marge de solvabilité de l'ordre de 40,6 milliards FCFA, soit une hausse de 39,1% par rapport à 2012 (29,2 milliards F.CFA).

Le taux de couverture de la marge de solvabilité a évolué dans le même sens, 313,1% en 2013 contre 258,4% en 2012.

VII- LA COUVERTURE DES ENGAGEMENTS

a) Les engagements règlementés

Les engagements règlementés des compagnies non vie, en hausse de 9,5% par rapport à l'exercice 2012, s'élèvent à 108,7 FCFA milliards contre 99,2 FCFA milliards.

b) Les actifs admis en représentation

Au cours de l'année 2013, les placements admis en couverture des engagements règlementés pour les compagnies de dommages s'élèvent à FCFA 129 milliards contre FCFA 117,6 milliards l'année précédente, soit une progression de 9,7%.

Il se dégage des placements rapportés aux engagements règlementés, un surplus de couverture de 20,4 milliards F.CFA en 2013 contre 18,4 milliards F.CFA en 2012, soit une croissance de 10,8%.

Ainsi, le taux de couverture des engagements règlementés, en augmentation par rapport à celui de 2012, s'élève à 118,7% contre 118,5%.

VIII- LES RESULTATS

L'exploitation de la branche dommages conduit à un résultat de 8,6 milliards F.CFA, en baisse de 7,8% par rapport à celui de 2012 (9,4 milliards F.CFA). ils représentent 7,21% du chiffre d'affaires du marché.

ASSURANCE VIE

I- LA PRODUCTION

L'assurance vie affiche un chiffre d'affaires de 41 milliards F.CFA en 2013 contre 40 milliards F.CFA en 2012 ce qui traduit un accroissement de 2,5%. Elle représente 25,5% du marché, contre 26,6% l'année dernière et 24,2% en 2011.

Sur un total de 41 milliards FCFA en 2013, la répartition est de 41,5% pour les assurances individuelles, 57,5% pour les assurances collectives et 1% pour les acceptations vie.

II- LES PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers des assurances vie et capitalisation connaissent une croissance de 12,4% et s'établissent à 3,7 milliards F.CFA en 2013, contre 3,3 milliards F.CFA en 2012. Ils représentent 9% du chiffre d'affaires Vie.

III- LES SINISTRES

III-1 Les Sinistres payés

Les prestations payées s'élèvent à 20,5 milliards F.CFA en 2013 contre 17 milliards F.CFA en 2012, ce qui traduit une hausse de 20,2%.

Dans le même temps, on observe une hausse du taux de liquidation des sinistres qui se situe à 15,3% contre 14,1% l'année précédente.

III.2 Les charges de sinistres

En vie, la charge de sinistres a augmenté de 9% et se chiffre à 30,7 milliards F.CFA, contre 28,2 milliards F.CFA l'année antérieure.

Le taux de sinistralité du marché en hausse par rapport à celui de l'année antérieure (70,4%), s'est élevé à 74,8%.

LES COMMISSIONS ET FRAIS GENERAUX

Les commissions versées aux différents intermédiaires vie au cours de l'exercice 2013, légèrement supérieures à celles de 2012, s'établissent à 3,74 milliards F.CFA contre 3,73 milliards FCFA soit une hausse de 0,3%.

Quant aux frais généraux, ils s'élèvent à 8,7 milliards F.CFA, contre 7,6 milliards F.CFA en 2012, soit une hausse de 13,7%.

Ainsi, les frais d'acquisition se montent à 12,4 milliards F.CFA, ce qui équivaut à 30,3% du chiffre d'affaires Vie, taux supérieur à celui de 2012 (28,4%).

IV- LA REASSURANCE

Le montant des primes acquises aux réassureurs est de 2,1 milliard F.CFA, en croissance de 13,7% par rapport à celui de 2012.

Concernant la part des réassureurs dans les char-

ges, celle-ci s'établit à 3,6 milliard F.CFA contre 1,1 milliard F.CFA en 2012, en hausse de 227,7%.

Ainsi le solde de réassurance de l'exercice 2013, est favorable aux réassureurs à hauteur de 1,5 milliard F.CFA.

V- LA SOLVABILITE DU MARCHÉ

Les entreprises vie dégagent une marge disponible de FCFA 12,9 milliards en hausse de 5% par rapport à celle de l'année dernière qui affichait FCFA 12,3 milliards.

La marge minimale est de FCFA 6,5 milliards, en progression de 10% par rapport à celle de 2012 (6 milliards).

Il en résulte au titre de l'exercice 2013 un surplus de marge de couverture qui se chiffre à 6,34 milliards F.CFA, contre 6,32 milliards F.CFA en 2012, soit une légère hausse de l'ordre de 0,3%.

Le taux de couverture connaît une baisse par rapport à celui de l'année précédente; 196,5% contre 205,7%.

VI- LA COUVERTURE DES ENGAGEMENTS

a) Les engagements règlementés

Les engagements règlementés des compagnies vie, en progression de 11,1% par rapport à l'exercice 2012, s'élèvent à FCFA 144,7 milliards contre FCFA 130,2 milliards.

b) Les actifs admis en représentation

Au cours de l'année 2013, les placements admis en couverture des engagements règlementés pour les compagnies vie s'élèvent à FCFA 151,3 milliards contre FCFA 140,5 milliards l'année précédente, soit une progression de 7,7%.

Il se dégage des placements rapportés aux engagements règlementés, un surplus de couverture des engagements règlementés de 6,6 milliards F.CFA en 2013, contre 10,3 milliards F.CFA en 2012, soit une baisse de 35,6%.

Le taux de couverture des engagements règlementés, en baisse par rapport à 2012, s'établit à 104,6% contre 107,9%.

c) Les résultats

L'exploitation de la Branche Vie enregistre un résultat excédentaire de 3,1 milliards F.CFA, en hausse de 3,7% par rapport à celui de l'année précédente (3 milliards F.CFA). ils représentent 7,7% du chiffre d'affaires vie.

**Réinventons notre métier
pour la satisfaction du client !**

Siège social : 309, rue Bebey Eyidi
B.P: 4068 Douala-Cameroun
Tél. : +237 33 42 31 71
33 42 31 59
33 42 61 72
Fax : +237 33 42 64 53
e-mail : axa.cameroun@axacameroun.com
www.axacameroun.com

AXA Cameroun apporte à ses clients la preuve de son professionnalisme par la qualité de ses services, la pertinence de ses conseils et sa capacité à proposer des solutions constamment adaptées à leurs besoins.

AXA Cameroun, c'est une équipe de professionnels au service et à l'écoute du client.

Cameroun

réinventons / notre métier

CICA-RE

Compagnie Commune de Réassurance des États Membres de la CIMA

Rating GCR : National (zone CIMA) AA
International BB+

- ◆ Souscription toutes branches
- ◆ Rétrocessions et échanges avec les partenaires d'Afrique, d'Asie et du Moyen-Orient
- ◆ Assistance technique aux cédantes

Un réassureur qui rassure

Bureau Régional Afrique Centrale

BP 1176 Douala-Bonanjou – CAMEROUN

Tél : (237) 33 42 34 37

Fax: (237) 33 42 34 23

Email: cica-re.douala@cica-re.com

Bureau Régional Afrique de l'Ouest

08 BP 1400 Abidjan 08 – Côte d'Ivoire

Tél : (225) 01 08 92 66

Email : cica-re.abidjan@cica-re.com

CICA-RE Siège

07 BP 12410 Lomé – TOGO

Tél : (228) 223 62 62 – 223 62 65 – 223 62 69

Fax: (228) 261 35 94 – 261 35 95

Email: cica-re@cica-re.com

Site Web: www.cica-re.com

COMPAGNIES D'ASSURANCES DE DOMMAGES

SOCIÉTÉS	DATE DE CONSTITUTION	DEBUT D'ACTIVITES	SIÈGE SOCIAL	CAPITAL EN FCFA	PRINCIPAUX DIRIGEANTS
ACTIVA ASSURANCES	18-avr.-98	1998	BP: 12970 Douala	2 825 000 000	PDG: Richard LOWE
ASSURANCES GÉNÉRALLES DU CAMEROUN (AGC)	1-avr.-01	nov-01	BP: 1290 Douala	1 600 000 000	DG: Celestin TAZOUKONG PCA: Joseph KADJI DEFOSSO
Allianz Cameroun Assurances	1-janv.-74	1974	BP: 1124 Douala	1 000 000 000	ADG: Bernard GIRARDIN PCA: Pierre-Luc HAYATOU
AREA	20-sept.-07	24-sept.-07	BP: 15581 Douala	1 000 000 000	DG: Séphonie KETCHOUANG PCA: Martin NGOUCHET
AXA ASSURANCES	29-avr.-70	1974	BP: 1068 Douala	2 083 650 000	ADG: Thierry KEPEDEN, PCA: HUMAROU SANDA
BENEFICIAL GENERAL	13 Déc. 1999	2000	BP: 2928 Douala	1 000 000 000	DG: EDDIE FORD Brown PCA: ALLEN ROOSEVELT Brown
CAMINSUR S A	16 Sept. 1992	Déc. 1992	BP: 12400 Douala	1 000 000 000	DG: Gaspard Siméon NOUNOU MINTOUTMIE PCA: Mme AISSATOU NOUHA
CHANAS ASSURANCES S.A	18-avr.-99	2000	BP: 109 Douala	4 600 000 000	DG: Albert FAMBHY PCA: Jacqueline CASALEND
CFA	01 Sept. 1987	1997	BP: 54 Douala	1 000 000 000	PDG: Raphaël FUTE
GMC ASSURANCES SA	2-mai-88	13-mars-91	BP: 1963 Douala	1 139 700 000	ADG: Jean Victor NGUE PCA: Jean Perrier NYOUOU
SBIA CAMEROUN	28-avr.-07	2007	BP: 2758 Douala	1 600 000 000	ADG: Esther NGO NGOUANO PCA: Jean KACOU NIAGOU
PRO ASSUR	2-janv.-01	2001	BP: 5863 Douala	2 200 000 000	DG: Jean Claude VOSSA PCA: Boniface EAGTEM
SABR ASSURANCES	1-sept.-90	1991	BP: 11934 Douala	3 000 000 000	DG: Georges KAGOU PCA: Paul KAMMOGNE FOKAM
SAHAM Cameroun	28-févr.-86	1988	BP: 12126 Douala	1 600 000 000	DG: Protais NYANGMA AMANG PCA: Théodore EBODO
SAMARITAN	10-janv.-05	2009	BP: 6230 Yaoundé	1 810 000 000	DG: Zacharia AWANKA PCA: Steun MIFLO
ZENITHE	15-mai-05	2005	BP: 1189 Yaoundé	1 000 000 000	DG: Maxwell NDECHAM PCA: ERIC NJONG NJONG

Continental Reinsurance:

L'excellence en prestations
de réassurance, au service de
l'Afrique depuis plus de 25 ans.

Coté B+ (Bien) par l'Agence AM Best
Lagos | Douala | Nairobi | Abidjan
info@continental-re.com | www.continental-re.com

PRIMES ACQUISES : EXERCICE 2013

STRATÉGIE	ACT. COMP. B MUTUEL	REF. 70 A 70	AMTES 000 A 00	IND. 31 ALIAS ALL ODDS	PROFIT PRENEVE	THIRD TENORS	THOMP. MATHIEF	PLATES TRAVEL	COMMISSIONS & CORRECTION	DELD. 31 SAUCENS	TOTAL	ACQUISITIONS	DEFERENTIALS (TOTAL)
ACTIVIA ASS	3 783 023 000	1 020 000 000	7 722 822 000	4 129 703 000	0 2 047 000	-43 142 000	230 420 000	507 005 000	03 267 000	0	3 755 023 000	00 000 000	4 565 284 000
ALIC	1 878 004 871	1 463 742 284	3 875 923 000	7 287 723 000	3 538 300	0	3 800 000 000	0	0	0	2 463 981 000	0	2 463 981 000
Allianz Commercial	1 523 200 572	1 600 200 000	2 394 000 000	1 244 302 577	4 200 000	22 424 240	1 118 000 000	50 000 000	307 000 000	0	1 278 074 240	462 522 227	3 000 450 247
ALFA	2 280 846 212	1 444 820 000	3 332 000 000	4 800 000 000	1 400 000 000	0	1 000 000 000	250 000 000	24 000 000	0	2 584 284 240	0	2 584 284 240
ALLIANCE	3 787 004 974	500 000 000	7 714 478 000	1 820 000 000	2 774 000 000	3 358 000 000	1 300 000 000	5 000 000 000	2 000 000 000	37 000 000	12 000 000 000	0	12 000 000 000
ANON. GEN	20 700 000	700 000 000	0	200 000 000	3 000 000	0	4 000 000	100 000 000	100 000 000	0	1 000 000 000	0	1 000 000 000
COMMERCE	3 800 000 000	800 000 000	7 000 000 000	1 500 000 000	3 000 000 000	4 000 000	3 000 000 000	4 000 000	1 000 000 000	0	1 000 000 000	0	1 000 000 000
CHANGES ASS	2 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	2 000 000 000	5 000 000 000	4 500 000 000	1 000 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	20 500 000 000	0	20 500 000 000
CPN	80 000 000	1 000 000 000	60 000 000	80 000 000	20 000 000	4 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	1 000 000 000	0	1 000 000 000
CPN	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	2 000 000 000	50 000 000	0	0	7 000 000 000	0	7 000 000 000
GEN	4 700 000 000	2 000 000 000	5 200 000 000	1 200 000 000	2 200 000 000	1 400 000 000	3 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	10 000 000 000	150 000 000	9 850 000 000
PRO. ASSUR	500 000 000	800 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	3 000 000 000	5 700 000	1 000 000 000	1 000 000 000	3 000 000 000	0	1 000 000 000	0	1 000 000 000
SAAR ASS	3 400 000 000	2 000 000 000	3 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	2 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	3 000 000 000	3 000 000 000	6 000 000 000
SAMARITAN	2 000 000 000	1 000 000 000	7 000 000 000	1 000 000 000	800 000 000	1 000 000 000	7 000 000 000	3 000 000 000	1 000 000 000	0	3 000 000 000	1 000 000 000	4 000 000 000
SAMARITAN	400 000 000	800 000 000	600 000 000	1 000 000 000	300 000 000	0	300 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	2 000 000 000	0	2 000 000 000
THOMAS	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	3 000 000 000	0	3 000 000 000
TOTAL	27 700 000 000	22 700 000 000	65 500 000 000	17 000 000 000	2 300 000 000	4 000 000 000	6 000 000 000	12 500 000 000	2 700 000 000	100 000 000	128 300 000 000	4 700 000 000	14 300 000 000

NB : Pour non transmission de ses états statistiques et comptables au Secrétariat Général de l'ASAC, les données 2012 de SAMARITAN sont reconduites en 2013

PRODUITS FINANCIERS NETS: EXERCICE 2013

SOCIÉTÉS	ACT. DEP. 2 MAJUSC.	RES. CIV. AUTO	AUTRES RES. AUT.	NET ET AUTRES CON. MAJUSC.	RES. CIV. GÉNÉRAL	TRANSP. AÉRIENS	TRANSP. MARITIMES	AUTRES TRANSP.	AUTRES RECHES DIRECTES IND.	CHARGES ET CAUTIONS	TOTAL	ACQUISITIONS	ACQUISITIONS + TOTAL
AFRIKA AIR	12 334 000	66 416 000		14 214 000	41 216 000	64 000	16 434 000	69 487 000	1 116 000		417 000 000		417 000 000
AFR	1 518 300	13 944 500	22 835 500	1 688 300	200 000		2 416 200				22 835 500		22 835 500
Miscellaneous	303 264 000	12 210 500	847 154 000	-185 288 000	102 567 000	16 200 000	381 524 000		100 214 000		2 115 958 000		2 115 958 000
ARSA	1 348 800	22 658 200	8 248 500	1 611 600	8 248 500		15 207 200	248 384	-1 702		42 788 200		42 788 200
MAAAR	7 652 200	275 115 800	18 218 200	24 671 500	32 832 500	17 811 000	16 221 000	18 932 000	3 257 600		118 315 100		118 315 100
SENET 3EN	1 038 800	26 855 800	8 638 400	7 533 800	3 578 200		5 618 800		1 405 200		35 347 200		35 347 200
CAMPUS R	2 388 200	57 020 000	5 230 200	3 157 000	11 830		18 300		351 200		38 400 200		38 400 200
CHANGASS	7 116 000	172 201 600	18 255 500	42 840 000	150 751 800	21 342 400	-327 200	304 554	18 300 000	100 000	430 000 000		430 000 000
CPA	5 458 040	11 238 780	3 814 000	8 333 300	2 207 204	872	8 780 000	534 872	3 258 900		18 300 222		18 300 222
PC	8 162 000	138 058 000	5 234 600	2 872 700	233 400		0 000	-1 502 842			171 080 500		171 080 500
NSA	26 361 300	5 543 500	4 701 640	8 576 700	1 702 547	16 840	1 285 000	1 08 000	400 700		20 000 187	1 057 000	21 057 187
PRO ASSUR	1 002 484	11 012 240	236 200	613 267	252 160	-510 600			665		11 886 000		11 886 000
MAP ASS	28 763 240	19 780 400	618 157 800	14 264 800	8 234 200	100 000	15 141 800	24 228 200	40 115 800		108 676 500	1 582 200	110 258 700
MAW ASSUR	8 935 480	618 157 800	11 080 800	25 265 000	31 485 500	1 830 000	12 037 200	4 535 384	5 330 200		281 800 100		281 800 100
COMPTON	-3 717 500	-17 829 300	-8 823 400	-5 717 000	-15 818 000	0	-1 102 500	-1 139 400	-717 800	0	-47 818 700		-47 818 700
ZENITH	-5 127 700	-1 326 800	-2 028 200	-385 800	-224 700		-308 547		-323 300		-9 370 000		-9 370 000
TOTAL	417 903 300	1 051 542 300	1 920 044 000	513 047 500	428 308 144	35 534 000	463 817 300	1 21 014 304	102 028 600	100 000	4 225 843 000	3 050 300	4 228 893 300

NB : Pour non transmission de ses états statistiques et comptables au Secrétariat Général de l'ASAC, les données 2012 de SAMANTAN sont reconstruites en 2013

PRESTATIONS ET FRAIS ACCESSOIRES PAYES - EXERCICE 2013

OPÉRATEUR	ACC. COMP. E. MAJORE	RE-P. DA. (M.1)	AUTRES P. SEC. AUTO.	MG. ET AUTRES DOM. AUX. S. SEC.	DES. CIV. GÉNÉRALE	TRAV. SP. APPRIS	TRAV. SP. MAJORS	M. ET S. (M.1) - M. ET S. (M.2)	AUTRES P. SEC. DIRECTS (M.1)	CAUTIONS ET CAUTIONS	(M.1)	ACT. (M.1) (M.2)	(M.1) (M.2) (M.3) (M.4)
ACTIV. ASS.	1 291 889 300	46 025 000	847 885 000	705 381 300	74 084 000	0	377 305 000	302 779 000	0	0	5 48 025 000	88 072 000	5 912 855 000
ACC.	04 029 344	304 342 300	0	0	0	0	0	0	0	0	452 448 700	0	452 448 700
AG. (M.1) (M.2)	115 979 000	252 862 477	819 000 000	262 024 668	34 726 000	0	524 026 000	0	250 000 000	0	31 700 488 190	1 724 848 000	4 384 381 022
AREA	647 355 868	308 785 400	215 888 045	54 025 855	1 210 858	0	3128 828	37 819 783	0	0	1 046 887 425	0	1 046 887 425
AXA ACC.	1 308 228 082	300 704 654	303 824 820	428 858 833	28 572 055	78 922 800	284 942 055	157 838 035	18 307 748	0	5 852 042 487	0	8 682 042 487
BO. (M.1) (M.2)	5 007 400	247 282 421	0 258 721	28 025 853	15 25 053	0	23 555 011	0	81 685 800	0	882 235 305	0	882 235 305
CAVALIERS	72 824 291	270 322 861	18 057 026	0	18 228 855	0	0	52 221 740	70 242 282	0	4 05 401 805	0	4 05 401 805
CH. (M.1) (M.2)	1 508 857 301	642 205 883	466 325 377	2 057 006 748	8 848 745	7 6 616	642 205 883	8 004 858	27 344 885	85 181 800	8 157 167 154	0	8 157 167 154
CPA	6 332 700	345 658 056	0	95 488 814	2 705 898	0	0	0	0	0	881 884 208	0	881 884 208
CMC	04 058 855	207 227 428	332 220 024	25 828 488	0	0	8 528 220	7 210 078	0	0	2 65 258 558	0	2 65 258 558
CS. (M.1) (M.2)	3 45 788 270	14 271 080	305 040 200	88 40 888	7 020 424	542 274	170 078 435	2 422 222	5 79 245	0	4 023 072 207	24 027 204	4 057 920 511
EURO. (M.1) (M.2)	204 088 600	200 700 858	185 427 168	18 467 142	26 200	0	0	8 528 220	0	0	842 186 200	0	842 186 200
EURO. (M.1) (M.2)	2 842 852 000	288 588 888	1 544 380 054	138 882 778	18 858 458	15 388 000	55 418 300	220 804 853	88 026 845	0	5 850 882 386	38 512 805	6 754 530 000
SAM. (M.1) (M.2)	1 343 757 541	307 742 855	304 020 24	3 49 287 332	25 250 070	0	38 870 308	88 06 882	38 088 382	0	3 023 85 784	186 257 758	3 510 125 540
SAM. (M.1) (M.2)	87 858 848	205 380 848	77 858 828	0	21 82 828	0	0	0	27 884 800	0	485 088 000	0	485 088 000
SA. (M.1) (M.2)	707 293 431	708 185 838	800 340 845	2 18 828	5 562 148	0	8 818 700	0	7 672 228	0	1 048 488 108	0	1 048 488 108
TOTAL	8 094 581 804	8 285 858 771	5 812 009 858	4 247 888 828	350 050 440	68 807 432	1 820 054 544	2 742 22 332	559 54 845	85 181 800	38 187 182 386	2 055 452 487	41 221 212 770

NB : Pour non transmission de ses états statistiques et comptables au Secrétaire Général de l'ASAC, les données 2012 de SAMARITAN sont recommandées en 2013

Our Contacts

HEAD-OFFICE
5TH FLOOR, ZEP RE PLACE,
LONGONOT ROAD, UPPERHILL
P.O. BOX 6749 - 00100
NAIROBI, KENYA
TEL: +254 2049 0302
SWITCHBOARD
TEL: +254 20 4973000
FAX: +254 200738444
Email: mail@zep-re.com
Website: <http://www.zep-re.com>

DOUALA, CAMEROON
AIO BUILDING, 2ND FLOOR
R.P. 12471
CHAKLES DE GAULLE AVENUE,
BONANJO, DOUALA, CAMEROON
DOUALA, CAMEROON
TEL: +237 33 42 07 67
Fax: +237 33 42 04 79
playum@zep-re.com

LUSAKA, ZAMBIA
BASE PARK, PLOT 356184,
ALICE NKHATA ROAD
P.O. BOX 36966
LUSAKA, ZAMBIA
TEL: +260 211 252586
FAX: +260 211 251227
Email: shutele@zep-re.com

ZIMBABWE OFFICE
JOINA CITY, 15TH FLOOR
NORTH WING
CHR. LISON MOYO AND NET TERRACE
HARARE, ZIMBABWE
Tel: +263 4 777 920032
Mobile: +263 772 121 997
Dir: +263 4 779 443
Email: gwallacosta@zep-re.com

KHARTOUM, SUDAN
KLIKALI UL WINDOW
REINSURANCE HOUSE BUILDING
P.O. BOX 3224
KHARTOUM, SUDAN
TEL: +249-183-750357/8
FAX: +249-183-750359
Email: mail@zep-re.com

Notre Vision ■ ■ ■

Devenir sur le marché africain, une Compagnie de Réassurance de réputation mondiale

Notre Mission ■ ■ ■

Offrir à notre clientèle une sécurité de première classe et des services de qualité

Notre Ethique ■ ■ ■

Notre maître mot est l'intégrité
Notre client est Roi
Notre équipe est solidaire et engagée
Notre travail est sacré
Notre entreprise est responsable

Notation A.M. Best

"B+" Note de Solidité Financière

"bbb" Cote de Crédit Emetteur

La ZEP-RE s'engage à répondre aux besoins de la Réassurance Africaine par la mise à disposition de sécurités de premier plan dans les branches suivantes : Incendie et risques annexes, Automobile, Accidents et risque divers, Transports, Aviation, Risques Techniques.

La Compagnie s'implique aussi dans des programmes visant à contribuer au développement économique du continent africain à travers :

- » La formation et le renforcement des capacités
- » L'investissement dans les projets de développement
- » L'assistance technique
- » La promotion du commerce et le développement des affaires

SAP - EXERCICE 2013

SOURCE	ACT. COMP. B MILIAIRE	RES. CH. AUTO	AUTRES RES. AUTO	MULTI-ALIMENTA- TION	RES. CH. BIEN- VEILLE	TRAV. BIEN- VEILLE	TRAV. BIEN- VEILLE	TRAV. BIEN- VEILLE	TRAV. BIEN- VEILLE	AUTRES TRAV. BIEN- VEILLE	AUTRES RES. BIEN- VEILLE	CAUTIONS	TOTAL	ADAPTATION	ALIMENTA- TION
ACTIV. ASS.	57 076 300	3 870 040 000	782 585 000	2 140 267 000	142 787 000	10 520 000	232 924 000	1 887 368 000	0	0	0	0	10 488 824 000	445 853 000	10 934 677 000
AUT.	216 306 824	1 622 020 527	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 622 020 527	0	1 622 020 527
Alors Concess.	1 618 803 757	3 285 375 700	2 524 428 258	1 422 960 000	724 267 754	20 027 425	1 800 116 285	1 887 368 000	0	0	0	0	11 000 874 187	2 688 271 148	13 689 145 335
ARCA	53 374 057	928 880 575	400 807 485	30 277 231	11 687 072	0	-317 445	1 677 022	0	0	0	0	1 997 165 700	0	1 997 165 700
ARNAISS.	614 725 787	3 878 384 271	1 121 228 628	1 342 828 423	828 779 881	877 288 622	387 772 888	2 761 880 262	0	0	0	0	8 674 881 141	0	8 674 881 141
EMPL. GEN.	0	816 480 201	0	312 622 492	23 588 273	0	15 784 856	0	0	0	0	0	845 085 026	0	845 085 026
COMMISS.	822 288	1 221 817 718	35 878 788	584 421	1 185 883	0	0	300 881 028	0	0	0	0	2 380 881 426	0	2 380 881 426
CHARGES ASS.	482 445 318	1 710 487 047	2 887 810 200	1 070 000 000	8 377 428 000	436 348 420	-17 410 614	72 178 077	-374 224 710	0	0	0	10 028 028 282	0	10 028 028 282
CPA	1 740 250	2 000 420 200	0	20 000 000	30 227 545	940 915	10 000 000	8 225 750	0	0	0	0	2 054 000 900	0	2 054 000 900
CPAC	1 671 071 007	3 843 785 007	3 025 278 578	51 550 525	0	0	-1 067 000 000	38 285 177	0	0	0	0	1 782 784 307	0	1 782 784 307
REG. Concess.	288 488 871	818 528 514	271 854 518	318 288 748	186 275 880	18 892	59 212 288	88 807 207	42 183 028	0	0	0	2 160 9 351	88 288 428	2 249 239 779
PRO ASSUR.	76 814 888	1 421 848 783	281 428 618	281 428 618	20 327 528	-2 554 822	-7 182 316	0	-17 182 316	0	0	0	1 425 700 188	0	1 425 700 188
SAP. ASS.	128 484 488	2 285 347 428	3 422 107 842	201 848 042	424 887 072	9 078 612	487 022 482	300 204 282	387 224 818	0	0	0	8 024 167 782	888 288 217	8 912 455 999
SAP. Concess.	78 881 881	7 000 300 848	811 748 788	877 748 788	281 428 618	0	8 787 788	47 182 316	811 748 788	0	0	0	7 787 788 188	281 428 618	8 069 216 806
SAMARITAN	117 827 718	1 842 888 718	67 207 718	888 718	0	0	0	0	2 788 888	0	0	0	1 888 117 000	0	1 888 117 000
TOTAL	2 988 400	1 303 744 880	30 080 680	1 200 018	45 544 424	0	8 400 000	0	25 227 718	0	0	0	1 581 340 227	0	1 581 340 227
TOTAL	3 874 044 211	34 881 487 027	8 438 287 281	1 072 278 018	1 104 881 684	848 344 844	2 880 148 288	3 101 288 282	1 220 848 271	8 642 480	0	0	30 070 824 782	3 784 118 828	33 854 943 610

NB : Pour non transmission de ses états statistiques et comptables au Secrétariat Général de l'ASAC, les données 2012 de SAMARITAN sont reconduites en 2013.

CHARGE DE SINISTRES : EXERCICE 2013

SOCIÉTÉ	ACT. ENCL. B MILIEU	RESP. CH AUTO	AUTRES ENCL. AUTO	MG ET AUTRES OUM ALIBRANS	RESPON GÉNÉRALE	TRAMP. AERIE	TRAMP. MARITIME	AUTRES TRAMP.	AUTRES RESOUS JURIS. COMM.	CHENETS ET COURONNES	TOTAL	ACQUISITIONS	ACQUISITIONS - TOTAL
ACTIVA ASS	2 013 845 000	64 055 000	489 061 000	340 145 000	10 970 000	0	40 115 300	405 000 000	0	0	4 380 740 300	2 661 000	4 702 401 300
ACE	79 075 310	475 820 415	0	0	0	0	0	0	0	0	554 022 725	0	554 022 725
Maroc Comman	1 472 622 284	-282 617 404	1 139 128 742	10 305 270	-272 436 034	6 274 888	736 718 628	-5 775 007	362 315 616	0	3 222 577 300	2 027 032 700	5 250 610 000
MSA	1 949 116 411	16 174 311	122 118 913	44 868 224	4 024 344	0	1 446 343	34 223 312	194 811	0	1 027 970 118	0	1 027 970 118
MA ASS	1 614 521 119	346 046 114	614 767 273	1 038 636 843	31 282 178	10 623 810	259 714 362	150 944 116	122 513 422	0	4 402 642 744	0	4 402 642 744
PHN+ PH	9 887 170	681 418 253	118 654 181	10 137 111	-88 431 178	0	-310 384 875	1	83 796 648	0	331 543 373	0	331 543 373
COMMER	15 081 325	-4 369 817	21 425 355	519 112	10 330 348	0	0	4 369 733	-18 016 633	0	32 149 910	0	32 149 910
CHAMIS ASS	2 614 445 154	-323 211 532	320 000 115	1 524 333 173	1 230 038 817	29 224 358	-575 732 300	-17 525 337	11 342 015	73 634 420	5 375 300 315	0	5 075 300 315
CPA	8 338 270	237 25 174	0	-2 61 860	-22 521 107	340 315	154 380	5 108 057	-2 303 754	0	233 420 481	0	233 420 481
CMC	1 027 672 750	1 622 822 847	127 844 275	50 820 157	0	0	-510 13 112	-20 23 419	0	0	3 160 371 075	0	3 160 371 075
NSA common	3 320 120 171	-450 234 304	900 522 920	32 654 008	-33 454 000	37 300	103 735 327	81 43 355	1 644 075	0	4 506 488 047	40 640 280	4 600 055 073
PHO ASSUR	92 431 436	-427 727 234	152 387 230	12 532 814	17 354 812	3 154 122	3 354 312	8 618 000	-2 547 818	0	717 726 115	0	717 726 115
WAMP ASS	7 006 271 410	-346 548 541	3 441 818 174	81 622 782	24 128 121	11 814 776	108 448 315	-510 274 673	34 107 410	0	8 284 810 763	148 168 616	7 446 731 271
WAWA Comman	1 800 775 510	176 152 754	170 335 253	330 152 187	39 251 738	0	38 032 202	1 673 616	-15 628 572	0	2 162 238 391	347 188 018	2 509 426 409
SAMARTIAN	120 420 157	655 600 300	140 416 744	330 723	-21 60 620	0	0	0	-30 380 873	0	837 140 172	0	837 140 172
TEMAE	819 600 517	-35 759 300	54 823 025	1 936 700	31 881 120	0	17 200 710	4 747 454	-30 657 488	0	80 430 022	0	80 430 022
TOTAL	18 520 124 678	4 31 611 747	7 842 123 025	3 667 027 621	1 421 251 227	34 154 423	1 028 752 700	1 580 752 620	523 015 763	72 034 400	26 933 625 524	3 046 405 220	42 054 040 044

NB : Pour non transmission de ses états statistiques et comptables au Secrétariat Général de l'ASAC, les données 2012 de SAMARTIAN sont reconstruites en 2013

Une autre approche de l'assurance du particulier ...

Une équipe de professionnels chevronnés de l'assurance du particulier vous accompagne tout au long de votre vie.

Une gamme de produits et de services variés et adaptés à vos besoins et à votre revenu.

Assurance Automobile

Diamant

Contrat OR

Assurance Habitation / B. P. 1000

Assurance Individuelle Accident

Assurance Médicale & Assistance

Assurance Transport

Et toutes autres assurances dommages.

GARANTIE MUTUELLE DES CADRES

Pour nous, l'essentiel c'est vous !

Siège Social

Immeuble le Cauris,
Rue Alfred Saker
B.P. : 1985 Douala
Tél. : +237 33 43 21 33 / 33 43 21 34
33 43 21 36
Fax : +237 33 43 21 37
E-mail : gmadirection@yahoofr

Agence de Yaoundé

Immeuble Soppo Pissa,
En face CRTV Radio
B.P. : 7146 Yaoundé
Tél. : +237 22 21 48 98 / 22 21 48 99
Fax : +237 22 21 46 51
E-mail : gmadirection@yahoofr

Et un vaste réseau d'intermédiaires.

WE DO NOT CREATE THE FUTURE, WE SECURE IT.

EDUCATION
+
INSURANCE

BENEFICIAL CHILDREN
EDUCATION PLAN

Phone : (237) 33 42 86 77 / 33 42 76 91
www.grouppbeneficial.com

Beneficial
L I F E I N S U R A N C E

LA REASSURANCE - EXERCICE 2013

SOCIÉTÉS	FRANCHISES	PROCES DE PRIMES BRUTES		PRIMES ACQUISSES BRUTES	PART BRUTES DANS LES PRESTATIONS	PART BRUTES, MOINS PRESTATIONS		COMMISSIONS DES REASS.	PART DES REASS. DANS LES CHARGES	BUT DE REASS.
		Comptes princ.	Comptes			Comptes princ.	Comptes			
AG774 ASS	0 141 673 000	627 530 000	874 230 000	0 070 530 000	1 229 164 000	4 229 950 000	4 309 620 000	1 225 270 000	2 865 962 000	-3 124 521 000
AGC	478 523 664	67 970 052	29 075 208	589 279 477	0	254 476 046	259 814 065	78 888 827	14 328 036	-420 087 411
Albar	3 73 865 622	284 927 044	488 388 818	3 027 688 747	1 681 504 876	2 707 244 771	2 778 654 659	438 388 082	2 388 654 116	627 014 628
AREX	267 752 817	510 235 187	44 178 418	284 140 264	704 527 876	26 272 400	3 257 716	88 610 613	887 267 717	-7 790 167
AAA ASS	3 672 026 217	107 652 404	380 876 207	3 647 245 318	2 227 761 489	1 624 182 400	1 641 270 877	288 772 415	1 352 488 461	-2 527 704 488
BEHEF. DEH.	16 877 642	81 048 483	81 265 416	126 281 124	57 822 824	225 782 835	338 488 282	0	67 618 481	91 528 447
LIAMORIN	106 610 000	2 488 729	3 063 257	107 838 181	11 882 743	132 81 883	328 650 683	12 207 417	389 885 115	239 048 624
LIAMORIN ASS.	14 815 704 254	84 218 812	10 162 740	14 887 758 316	1 723 075 634	3 023 675 348	3 023 675 348	1 776 24 307	3 301 410 631	-11 302 310 689
LIAM.	62 158 875	3 272 251	12 353 844	141 738 155	83 716 832	348 485 020	335 764 284	28 361 254	27 574 140	-21 641 015
LIAMC.	2 08 853 636	-10 472 114	-70 483 118	228 404 488	22 823 688	28 483 188	31 824 207	66 351 284	69 810 881	-81 433 071
NON CAMEROUN	1 80 846 825	753 884 143	172 654 065	1 381 483 811	167 181 643	319 828 800	528 378 882	354 64 171	688 165 215	-1 262 266 155
PRO ASSUR	184 658 883	4 625 416	0	183 894 283	88 516 174	211 786 358	238 342 036	77 810	116 648 815	-73 037 624
SAHAR ASS	2 745 152 724	84 438 322	344 538 055	2 486 187 181	328 814 027	337 888 880	1 028 785 140	436 468 880	2 027 407 337	-481 859 824
SAMARITAN	2 655 882 488	775 88 785	867 428 027	2 422 343 724	320 218 072	378 156 818	370 071 487	334 88 708	781 820 715	-1 688 534 125
SAMARITAN	278 208 055	1 716 087	28 057 781	247 288 320	-27 585 036	253 74 426	718 747 808	60 12 434	468 108 646	24 848 510
ZAMBO	278 842 726	3 466 847	18 257 713	288 113 273	2 845 036	63 803 340	2 873 670	32 680 813	36 327 821	-263 205 254
TOTAL	37 540 020 047	2 847 485 651	2 582 741 484	38 384 874 424	5 788 782 732	14 070 84 843	17 728 423 718	6 682 869 076	18 072 843 824	-21 528 691 489

NB : Pour non transmission de ses états statistiques et comptables au Secrétariat Général de l'ASAC, les données 2012 de SAMARITAN sont reconduites en 2013

ETAT DES RESULTATS PAR BRANCHE - EXERCICE 2013

BRANCHE	ACC. CORR. & VALUÉS	Responsabilité Coûts Ancs	Autres risques auto	Int. et autres jobs An. Ancs	Responsabilité Coûts Courants	Frequents Moyens	Autres Transports	Autres Risques	CAPITAUX ET CAUTIONS	Total	Acceptations	Acceptations + Total
Primes Entres	20 538 627 274	23 804 710 340	18 233 554 811	13 718 550 048	3 467 276 323	2 688 225 012	2 687 640 788	3 528 171 581	167 988 710	14 570 750 697	5 165 230 326	19 736 081 023
REG. Diversité +	3 774 584 555	6 042 638 251	3 428 465 375	2 534 347 391	1 822 426 282	6 638 852	29 329 575	1 274 351 780	8 774 456	19 222 726 530	4 071 161	23 293 887 691
REG. Diversité -	5 520 918 826	8 100 254 537	4 411 811 540	3 777 127 873	1 442 015 339	94 817 225	600 530 186	2 088 782 272	7 328 122	24 878 578 087	68 116 821	24 946 694 908
PRIMES ACCOURUES	27 780 883 226	22 728 145 154	15 398 368 446	13 683 600 126	3 088 707 268	2 923 708 530	2 648 429 182	2 787 168 738	168 314 167	108 537 601 580	4 204 914 765	112 742 516 345
Smoothing Regles	18 159 561 059	6 585 838 771	5 312 103 058	4 247 058 523	350 050 519	28 607 438	824 272 352	558 164 408	35 811 500	38 187 752 283	2 153 456 187	40 341 208 470
SAP Diversité -	3 182 338 112	37 015 522 051	7 210 420 238	7 622 427 551	5 824 454 452	100 827 646	2 372 225 241	1 001 871 437	0	18 825 488 475	2 818 420 072	21 643 908 547
SAP Diversité +	3 674 504 211	34 39 437 027	6 438 557 283	7 072 511 516	7 104 581 650	846 514 841	3 115 258 952	1 578 848 771	8 242 500	70 371 370 718	3 794 368 925	74 165 739 643
COÛTS & MONTRES	18 537 134 878	4 011 811 747	7 142 161 185	3 187 887 311	1 421 251 827	134 184 433	1 688 782 311	528 185 782	73 164 410	39 610 155 524	3 140 416 520	42 750 572 044
(REG. SAP/1/2)	31 316	177 536	46 626	75 084	242 476	28 336	129 886	10 825	0 384	63 376	101 774	165 150
Commissaire	3 372 816 433	4 134 285 867	2 250 350 586	2 056 028 122	440 348 281	21 230 355	313 665 470	287 755 146	154 550	14 183 445 333	1 243 818 475	15 427 263 808
Frais Général	7 077 482 207	9 278 015 379	5 316 459 811	3 531 681 421	1 317 584 860	1 081 714 872	4 311 888 182	5 511 828 570	5 864 718	30 182 773 282	1 853 948 167	32 036 721 449
Charges en Gestion	10 451 181 737	13 380 888 143	8 166 410 525	5 300 188 442	1 757 344 841	1 83 465 187	750 674 772	1 020 744 724	58 988 731	44 885 888 825	1 377 788 552	46 263 677 377
Marge Tech. Evolu	4 603 939 425	14 522 027 640	5 169 235 165	7 435 324 313	2 105 088 758	2 443 281 711	588 941 811	1 586 163 610	81 337 787	55 278 821 123	42 938 570	98 217 391 713
Resultat Technique Brut	2 179 523 719	6 215 452 254	947 228 754	4 04 854 014	387 541 789	2 281 107 138	232 252 618	1 230 228 282	25 865 016	24 826 047 751	2 850 042 814	27 676 090 565
Primes Acc. Aux Riscs	2 153 984 688	1 535 124 428	922 085 021	0 942 629 815	1 211 64 581	2 582 071 046	1 870 688 875	1 224 119 335	17 655 816	35 773 757 879	81 216 725	35 855 074 604
Part des Riscs. Dans les Charges	10 281 285	1 240 271 500	30 581 305	6 521 825 482	754 526 402	448 254 587	1 083 665 182	228 888 405	53 477 383	13 658 088 378	147 787 545	13 805 875 923
SOUDE REASSUREURS	-1 848 745 534	-54 162 720	-540 480 115	-4 481 396 512	-4 78 148 478	-2 112 448	-308 228 578	-484 610 823	-64 318 282	-2 117 711 308	500 520 800	-1 617 190 508
Resultat Technique Net	-4 125 233 773	4 583 785 344	-1 87 716 879	-355 382 428	20 385 220	1 67 344 580	-74 183 364	744 978 283	-38 282 236	2 710 336 531	882 623 724	3 592 960 255
Marge Tech. Minus Comptabil	2 162 183 634	14 207 844 770	4 627 741 161	2 974 578 111	1 528 491 278	3 881 816 282	3 081 868 316	1 582 837 881	70 483 545	30 563 186 623	1 088 571 780	31 651 758 403
Frais Général	7 077 482 207	8 278 815 319	5 115 458 811	3 331 681 421	1 317 584 860	1 081 714 872	4 311 888 182	5 511 828 570	5 864 718	30 182 773 282	1 853 948 167	32 036 721 449
Produits Financiers	520 428 525	1 635 755 326	1 380 633 58	21 294 532	427 723 454	35 387 85	177 788 383	611 356 182	185 688	5 105 223 317	5 131 088	5 110 354 405
RESULTAT D'EXPLOITATION	-3 604 840 416	6 655 554 870	172 918 818	-145 182 725	842 588 773	202 942 404	53 787 418	524 333 435	-38 183 548	7 743 180 046	887 754 752	8 630 934 800
Resultat Net d'Exploitation	-3 604 840 416	6 655 554 870	172 918 818	-145 182 725	842 588 773	202 942 404	53 787 418	524 333 435	-38 183 548	7 743 180 046	887 754 752	8 630 934 800

ETAT CI - COMPTE D'EXPLOITATION PAR CATEGORIE - EXERCICE 2013

(AFFAIRES DIRECTES)

GRANDES	A.C. CORP. 6 MILIARD	RES. DIV. AUTO	AUTRES RES. AUTO	W.C. ET AUTRES DIV. 400 BENS	RESPON. GENERALE	TRANSP. AERIEUX	TRANSP. MARITIMES	AUTRES TRANSP.	MINES MOBILES DIRECTES COM.	EMPLACEMENT CAUTIONS	TOTAL
DEBIT											
Provisions Prévues	15 504 361 000	3 005 000 000	5 012 000 000	4 247 000 000	350 360 446	100 000 000	1 600 000 000	0 204 272 262	558 614 448	66 614 000	26 007 500 000
Provision de Transfert											
Au 31 Dec. Précedent	3 100 000 000	317 000 000 000	7 200 000 000	7 020 000 000	5 800 000 000	100 000 000	3 400 000 000	2 000 000 000	1 300 000 000	0	66 025 000 000
Au 31 Dec. Exercice	3 574 000 000	314 000 000 000	8 400 000 000	7 070 000 000	7 000 000 000	0 40 514 000	2 000 000 000	3 100 000 000	1 570 000 000	0 242 500	70 307 000 000
Commissions	3 872 000 000	4 000 000 000	2 250 000 000	2 300 000 000	4 400 000 000	200 000 000	1 000 000 000	300 000 000	500 000 000	150 000 000	14 000 000 000
Frais généraux	7 077 400 000	3 200 000 000	5 000 000 000	3 500 000 000	1 300 000 000	100 000 000	3 300 000 000	4 000 000 000	700 000 000	50 000 000	20 000 000 000
Primes des Assurances	2 000 000 000	1 500 000 000	800 000 000	10 000 000 000	3 500 000 000	2 500 000 000	15 000 000 000	1 300 000 000	1 200 000 000	100 000 000	36 000 000 000
TOTAL DEBIT	32 000 000 000	10 000 000 000	8 800 000 000	20 000 000 000	4 400 000 000	2 300 000 000	6 600 000 000	3 300 000 000	2 770 000 000	250 000 000	100 000 000 000
CREDIT											
Primes Imposées	20 000 000 000	20 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	3 000 000 000	2 000 000 000	10 000 000 000	2 000 000 000	3 000 000 000	50 000 000	100 000 000 000
Dotations Provisions	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000	5 000 000 000
Primes Transférées	500 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000	5 000 000 000
Part-Risques Directes Charges	100 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000	5 000 000 000
TOTAL CREDIT	21 500 000 000	22 000 000 000	11 000 000 000	11 000 000 000	6 000 000 000	5 000 000 000	13 000 000 000	5 000 000 000	6 000 000 000	2 000 000	120 000 000 000
RESULTAT D'EXPLOITATION	3 500 000 000	6 000 000 000	2 200 000 000	1 000 000 000	2 600 000 000	2 700 000 000	6 400 000 000	1 700 000 000	3 230 000 000	247 500 000	7 000 000 000
PLUS VAL	70 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000	5 000 000 000
SUBTOTALS											
DEBIT (A+B)	35 500 000 000	11 000 000 000	10 000 000 000	31 000 000 000	10 000 000 000	7 000 000 000	20 000 000 000	10 000 000 000	13 770 000 000	250 000 000	130 000 000 000
CREDIT (C+D+E+F+G+H+I+J)	23 000 000 000	23 000 000 000	12 000 000 000	12 000 000 000	7 000 000 000	6 000 000 000	16 000 000 000	6 000 000 000	7 000 000 000	2 000 000	135 000 000 000
DEBIT (A+B) - CREDIT (C+D+E+F+G+H+I+J)	12 500 000 000	11 000 000 000	10 000 000 000	19 000 000 000	3 000 000 000	1 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	6 770 000 000	248 000 000	10 000 000 000

Protégeons

Ce que nous aimons!

Siège Social et Direction Générale

Boulevard de la république,
Rond point salle des fêtes d'Akwa

BP: 15584 - Douala - Cameroun

Tél: (237) 33 43 81 94

33 43 81 97

33 43 82 32

Fax: (237) 33 43 81 98

Email: area@areaassurance.com

Site: www.areaassurance.com

Twitter@areaassurance

Rendez-vous dans votre agence AREA Assurance la plus proche, et recevez des produits et services de qualité, adaptés à vos besoins.

Nos produits classiques

- Maladie
- Individuel Accidents
- Multirisques
- Risques Divers
- Risques techniques
- Transports
- Automobile
- Incendie

Nos produits Spécifiques

- AREA express Auto
- AREA Assistance à la réparation
- AREA Assurance conducteur
- AREA Assurance voyages
- Etc..

Le respect de la parole donnée...

SOLVABILITE : EXERCICE 2013

SOCIETES	MARGE MINIMALE	MARGE DISPONIBLE	SURPLUS EN CFA	Taux DE SOLVABILITE
ACTIVA AIE	1 857 530 000	8 756 850 000	4 397 448 000	138,25%
AGE	358 020 488	1 000 895 888	722 358 330	128,32%
Alieco	1 357 414 000	8 888 888 000	8 307 428 000	128,09%
AGS	467 384 468	1 041 207 307	674 827 874	127,19%
AGS AIE	2 776 877 072	7 354 958 038	5 388 016 888	123,17%
BEHEFEMAL	238 958 157	2 144 710 358	1 657 758 822	147,40%
DJANGO BT	538 808 778	1 500 863 838	878 037 858	128,34%
CHAMAS	2 638 648 085	8 648 036 827	4 307 467 808	128,05%
CPA	510 783 457	1 347 440 888	1 088 828 402	143,56%
CPA2	408 857 038	2 988 431 578	1 457 758 354	158,17%
MSA CAMEROON	1 710 000 000	1 874 243 038	184 628 854	108,57%
PRO ASSUR	531 884 045	3 041 18 000	12 700 400 057	118,87%
SAAR	3 820 883 000	8 443 587 888	3 432 884 088	118,58%
SAMAM (Samaritan)	1 127 884 077	4 080 808 000	2 048 788 000	128,32%
SAMARITAN	208 828 000	1 888 24 000	1 088 008 000	147,16%
ZEMITE	138 857 888	3 000 404 888	843 827 077	170,88%
TOTAL GENERAL	18 038 488 000	58 807 688 828	48 888 000 000	113,10%

NB : Pour une transmission de ses états statistiques et comptables au Secrétariat Général de l'ASAC, les données 2012 de SAMARITAN sont reconduites en 2013

II^{ème} PARTIE : États Statistiques Vie (CIMA VIE)

LES SOCIETES D'ASSURANCES VIE ET CAPITALISATION

SOCIETES	DATE DE CONSTITUTION	DEBUT D'ACTIVITE	SIÈGE SOCIAL	CAPITAL EN CFA	PRINCIPAUX DIRIGEANTS
ACTIVA VIE	3-janv.-02	2002-02	BP- 12970 Douala	1 000 000 000	PDG: LOME Richard
Alieco Vie	11-nov.-87	01/08/1988	BP- 105 Douala	1 000 000 000	DG: Bernard DINAMON PCA: AÏCHA KAYATOU Pierrette
BENEFICIAL LIFE INSURANCE S.A	15-nov.-84	1984	BP- 2328 Douala	1 000 000 000	DG: Eddie Ford BROWN PCA: ALLEN ROOSEVELT BROWN
PRO ASSUR VIE	21-nov.-03	2005	BP- 5003 Douala	1 000 000 000	DG: Jean Claude FOSSA PCA: Emile KACFFIN
SAAR VIE	3-sept.-01	2002	BP- 801 Douala	1 000 000 000	DG: MENG Ferdinand PCA: Mahamadou HAMA-DJODA
SAMAM VIE	25-nov.-85	01/07/1986	BP-207 Douala	1 350 000 000	DG: FONCHA MARTIN NDIKUM PCA: NANGA & NYAM Simon
UAGAM VIE	20-déc.-87	2000	BP-2163 Douala	1 000 000 000	DG: MIMELLE Chantal PCA: Patrice EUNE

Activa
our clients our passion
passionnément clients

globus
committed to your success

VIÉ : CHIFFRE D'AFFAIRES EXERCICE 2013

SOCIÉTÉS	Assurances Individuelles						Assurances collectives						Total Affaires Totaux	Assurances Totaux	Total Membres
	Commission cédante	Commission cédant	Mont	Prime	Taux de capitalisation	Engagements	Comptes en cours de vie	Comptes en cours de décès	Mont	Prime	Taux de capitalisation	Complémentaire			
ALIANZA-VIÉ	0	35 075 000	3 34 500 000	714 710 000	0	0	48 475 000	1 509 685 000	17 751 000	370 459 000	0	0	8 000 277 000	0	8 000 277 000
ALLIANZ-VIÉ	0	137 885 243	2 200 413 708	0	0	0	125 685 403	2 127 632 393	0	8 870 553 838	0	0	13 883 360 872	0	13 883 360 872
GENIE-VIÉ	0	610 000 074	0 988 040 454	0 000 000 000	0	185 233 427	0	1 200 015 369	0	0	0	0	8 106 200 500	0	8 106 200 500
INDEPENDANCE-VIÉ	0	0	20 761 507	0	0	0	0	152 004 455	0	0	0	0	107 675 057	0	107 675 057
SALVAVIÉ	0	17 095 023	201 000	610 764 550	0	0	0	2 116 52 715	0	343 353 882	0	0	3 161 385 617	0	3 161 385 617
SAPAVIÉ	0	8 020 415	1 817 552 380	0	0	73 840 255	104 879 455	743 082 072	0	250 902 200	0	0	3 353 603 787	0	3 353 603 787
LABAN-VIÉ	0	24 810 532	57 240 003	1 377 530 000	0 03 127 679	0	0	1 477 005 375	0	2 679 251 200	0	0	3 604 005 351	367 510 454	3 971 515 805
TOTAL	0	553 033 193	6 208 253 547	2 877 06 876	0 03 127 679	289 229 672	1 258 036 828	9 655 607 503	17 751 000	12 689 359 203	0	0	60 363 648 020	367 510 454	60 731 158 474

VE - PRIMES ACQUISES EXERCICE 2013

SOCIÉTÉ	Assurances individuelles								Assurances collectives							Total Affiliés 01-03/13	Acceptations	Total Général		
	Contrats en cas de décès	Morts	Franchise	Taux de capitalisation	Complémentaire	Contrats en cas de vie	Contrats en cas de décès	Morts	Franchise	Taux de capitalisation	Complémentaire	Contrats en cas de vie	Contrats en cas de décès	Morts	Franchise				Taux de capitalisation	Complémentaire
ACTIVA-VE	0	2 314 500 000	714 711 000	0	0	46 475 000	15 000 000 000	370 598 000	0	0	0	12 751 000	15 000 000 000	0	0	0	0	6 010 677 000	0	6 010 677 000
Alma Vie	0	2 200 415 745	0	0	0	228 865 403	0	8 273 928 816	0	0	0	0	0	0	0	0	0	18 063 300 000	0	18 063 300 000
CEDEFUT	0	6 336 640 454	19 100 966	0	55 333 427	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 166 290 500	0	8 166 290 500
HEALTH-VE	0	22 781 532	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	192 675 037	0	192 675 037
MANIFE	0	120 000	510 764 360	0	0	0	0	343 055 893	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 161 348 617	0	2 161 348 617
MANULIFE	0	1 317 382 380	0	0	73 846 385	884 878 423	0	236 362 206	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 383 869 787	0	3 383 869 787
Manum Vie	0	17 248 863	1 372 533 330	103 427 675	0	0	0	2 329 258 366	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 366 486 381	382 510 454	5 747 455 305
TOTAL	0	18 301 183 163	2 317 116 876	103 427 675	239 239 712	1 356 036 826	0	12 339 366 296	0	0	0	12 751 000	40 063 649 024	0	0	0	0	40 063 649 024	382 510 454	41 045 163 478

VIE - PRODUITS FINANCIERS EXERCICE 2013

SOCIÉTÉS	Produits financiers déductibles										Produits financiers déductibles					Total déductible
	Zoube en cas de vente	Contrats en cours à l'issue	Wife	Escalier	Tirage de capitalisation	Compléments	Contrats en cours de vie	Contrats en cours de décès	Wife	Equipe	Tirage de capitalisation	Compléments	Total déductible	Assurance	Total déductible	
ACTIVA-VIE	0	48 000	-4 261 000	-354 000	0	0	420 000	9 461 000	-61 000	-9 730 000	0	0	-4 477 000	0	-4 477 000	
Alliance-Vie	0	21 332 939	349 070 294	0	0	0	13 267 067	33 809 530	0	6 317 033 960	0	0	1 048 165 516	0	1 048 165 516	
BENEF LIFE	0	13 640 712	607 222 749	1 328 652	0	8 577 751	0	123 636 280	0	0	0	0	778 426 362	0	778 426 362	
FID ASSUR VIE	0	0	9 752 545	0	0	0	0	42 403 995	0	0	0	0	50 156 540	0	50 156 540	
SMAR VIE	0	1 627 083	20 006	102 332 757	0	0	0	25 786 932	0	57 478 500	0	0	183 577 436	0	183 577 436	
SHAM LIFE	0	0	183 019 277	0	0	0	126 339 806	95 335 289	0	32 886 107	0	0	623 500 676	0	623 500 676	
UNION Vie	0	2 614 611	924 880	134 242 271	52 546 442	0	0	83 639 870	0	5 172 114 330	0	0	1 268 175 628	12 816 533	1 281 000 161	
TOTAL	0	43 431 645	1 725 733 556	597 644 390	52 546 442	8 577 751	140 026 873	41 062 549	-61 000	1 264 453 990	0	0	3 711 333 477	12 816 533	3 724 150 010	

Nos Solutions Entreprises

L'ASSURANCE FIN DE CARRIERE

Nouvel instrument pour une optimisation fiscale et financière de la gestion du passif social de l'entreprise.

En cas de licenciement ou de départ à la retraite, NSIA ASSURANCES VIE reverse au salarié pour le compte de l'entreprise, une indemnité suivant la convention collective ou accord d'entreprise

PLAN PREVOYANCE

Le plan prévoyance apporte aux salariés et à leurs familles par l'intermédiaire de l'employeur, l'assurance de pouvoir faire face financièrement aux charges quotidiennes, en cas de coup dur (incapacité, invalidité ou décès).

Il permet de garantir la sécurité financière des membres de la famille

CAREC (RETRAITE COMPLEMENTAIRE)

Le CAREC ou Contrat d'Assurance Retraite Complémentaire est une réponse au souci de tout employeur qui veut assurer à ses employés des revenus complémentaires convenables pendant la période de retraite, afin de compenser l'insuffisance des régimes de retraite par répartition.

Il permet au salarié de se constituer une épargne certaine. A la retraite, il perçoit son capital en un paiement ou sous forme de rentes.

Samaritan Insurance Inc.

COMPAGNIE D'ASSURANCES ET DE REASSURANCES

Big strong...

...reliable

MALADIE

ACCIDENTS CORPORELS

AUTOMOBILES

ASSISTANCE RÉSIDENTS ET VOYAGEURS

DOMMAGES

Sam' Santé

Samia

Sam' Auto

Siège Social/Direction Générale

Immeuble Samaritan Hippodrome

BP. 6230 Yaoundé - Cameroun

Tél. : +237 22 22 62 48 / 22 22 62 50 152

Fax : +237 22 22 62 43

Email: samaritanins@yahoo.com

Sam' Voyages

Sam' Multirisques

**Direction régionale
Centre - Sud - Est**

Tél. : +237 22 22 62 52 / 48

Fax : +237 22 22 62 43

**Direction régionale
Littoral - Sud-Ouest**

Tél. : +237 33 43 29 33

Fax : +237 33 43 29 33

**Direction régionale
Adamaoua - Nord - Extrême-Nord**

Tél. : +237 99 97 95 97

99 86 18 33

**Direction régionale
Nord-Ouest - Ouest**

Tél. : +237 33 36 32 88

33 36 17 54

Partenaire Exclusif

National Financial Credit Bank SA

Avenue Charles de Gaulle, Yaoundé Cameroun

Tél. : +237 22 20 28 23 / 22 20 28 81 Fax: +237 22 20 28 22

Site Web: www.nfcbankcameroon.com

VIÉ - PRESTATIONS PAYÉES EXERCICE 2013

SOCIÉTÉS	Avenances individuelles						Avenances collectives						Total Actives Circuits	Accidents	Total Général		
	Conversion cas de vie	Conversion en cas de décès	Mixte	Equipe	Tiro de cas individuels	Complémentaire	Conversion en cas de vie	Conversion en cas de décès	Mixte	Equipe	Investir de capitalisation	Immobilisation					
ACTIVA-VIE	0	7 333 000	504 611 000	367 011 000	0	0	43 367 000	120 005 000	358 000	5 772 000	0	0	0	0	154 666 000	0	154 666 000
Altera Vie	0	52 026 057	2 087 224 570	0	0	0	75 143 805	672 711 663	0	6 370 443 764	0	0	0	0	3 300 553 430	0	3 300 553 430
BENEF LIFE	0	0	2 004 536 776	153 223 756	0	53 753 305	0	6 351 333	0	0	0	0	0	0	2 328 353 612	0	2 328 353 612
PRIMA ASSUR VIE	0	0	1 045 304	0	0	0	0	3 880 348	0	0	0	0	0	0	4 085 542	0	4 085 542
SMAN VIE	0	14 081 720	1 050 477	358 752 740	0	0	0	448 011 722	0	0	0	0	0	0	1 370 441 556	0	1 370 441 556
SUMMI LIFE	0	0	300 808 254	0	0	47 628 300	20 688 304	54 553 405	0	0	0	0	0	0	1 371 205 004	0	1 371 205 004
William Vie	0	0	347 635	1 450 026 544	0	0	0	1 874 058 774	0	1 800 542 933	0	0	0	0	4 401 616 402	137 808 000	4 539 424 402
TOTAL	0	73 162 617	5 383 002 213	2 850 013 050	91 052 556	106 183 257	160 292 828	2 651 110 956	358 000	8 037 523 326	0	0	0	20 382 433 576	137 808 000	20 520 231 576	

VE - PM EXERCICE 2013

SOCIETE	Assurances individuelles						Assurances collectives						Total Affaires Diverses	Amortissements	Total Global
	Capital en cas de décès	Mont	Escompte	Prime de capitalisation	Complémentaire	Capital en cas de ve	Capital en cas de décès	Mont	Escompte	Prime de capitalisation	Complémentaire	Capital en cas de ve			
ACTIVA-VE	28 718 000	7 937 614 000	13 410 550 000			351 025 000	2 630 038 000	20 900 000				12 418 076 000			12 418 076 000
Alerte-Vie	0	0	0	0	0	627 648 907	4 631 006 165	0	48 774 913 454	0	0	67 628 365 112			67 628 365 112
BENEF-LIFE	30 459 022	15 038 364 380	652 028 570		11 72 233		237 909 664	11 276 265				7 024 878 115			7 024 878 115
PRO ASSUR-VE		116 530 375					79 478 156					96 070 039			96 070 039
SMAR-VE	5 165 759	2 314 524	2 167 782 233			127 431 610	729 064 102	1 350 032 631				5 053 328 651			5 053 328 651
SAHAM LIFE		3 183 042 007				127 431 610	118 085 655	2 526 432 132				5 022 000 904			5 022 000 904
JACor_Vie	10 378 028	54 931 912	6 521 010 352	1 855 627 414			1 478 952 063	12 616 704 050				24 501 078 960	802 603 775		24 803 576 835
VOVA	0	4 828 038 822	18 888 538 710	1 855 627 414	44 72 289	2 526 432 132	5 321 374 452	118 013 948 942	0	0	0	158 640 828 139	302 603 775		159 343 527 114

VIE : CHARGE DE PROVISIONS EXERCICE 2013

SOCIÉTÉS	Assurances Individuelle						Assurances Collectives						Total Africain Investis	Applications	Total Europe
	Capital en cas de décès	Mont	Primes	Travaux d'apurement	Complémentaire	Capital en cas de décès	Mont	Primes	Travaux d'apurement	Complémentaire					
ACTIVA VIE	0	4 158 000	1 658 816 000	340 257 000	0	5 886 000	30 865 000	514 455 000	0	0	1 224 517 000	0	0	1 018 517	
Alliance Vie	0	180 000 000	5 016 502	0	0	157 455 007	0	3 312 383 353	0	0	3 163 355 833	0	0	3 163 355	
BENEF LIFE	0	33 076 015	1 423 736 753	288 872 358	0	203 914 206	0	25 684 170	0	0	1 327 097 720	0	0	1 327 097	
PRO ASSUR VIE	0	0	35 810 623	0	0	0	0	0	0	0	67 452 903	0	0	67 452	
SAAR VIE	0	1 051 725	2 914 534	35 588 804	0	0	0	388 044 346	0	0	1 005 453 825	0	0	1 005 453	
SAHARA LIFE	0	0	5 343 653	0	0	543 912 509	0	552 414 442	0	0	1 315 953 633	0	0	1 315 953	
LACIM Vie	0	24 423 458	2 713 887	381 873 354	0	0	0	1 586 955 433	0	0	1 286 388 913	59 222 051	0	1 305 511	
TOTAL	0	17 372 162	2 326 176 814	313 588 777	61 672 500	1 107 203 755	-30 335 300	5 568 557 109	0	0	15 702 221 193	59 222 051	0	0 269 111	

VIE : COMMISSIONS EXERCICE 2013

SOCIÉTÉS	Assurances individuelles:						Assurances collectives:						Total Affaires Directes	Associations	Total Général
	Contrats en cours de vie	Libérations de décès	Morts	Empire	Libéré de capitalisation	Complémentaire	Contrats en cours de vie	Libérations de décès	Morts	Empire	Libéré de capitalisation	Complémentaire			
ACTIVA-VIE		(1 824 000)	543 948 000	(7 403 000)			7 013 000	247 917 000	-2 050 000	610 067 000			-495 889 000		-495 889 000
Alliance Vie	0	4 354 847	114 326 767	0	0	0	0	253 006 344	0	11 94 072	0	0	462 672 230		462 672 230
BENEF LIFE			104 337 000	0 655									1 039 340 045		1 039 340 045
FIAT ASSUR VIE			5 310 570					16 289 406					21 385 006		21 385 006
SAMI VIE		6 050 074						287 014 570					503 573 547		503 573 547
SAMV LIFE		666 030	272 218 754					62 330 518	110 880				335 326 182		335 326 182
UNICOM Vie		2 624 776	3 174 5 05	32 131 530	100 691			340 067 125	21 230 435				414 011 100	122 459 892	537 305 012
TOTAL	0	74 028 576	2 036 572 686	148 297 685	-100 691	0	7 013 000	1 258 516 187	-2 050 000	934 665 297	0	0	3 106 398 045	122 459 892	3 739 461 872

Atteindre

Globalement de

NOUVEAUX SOMMETS

en Reassurance

Ghana RE

GHANA REINSURANCE COMPANY LIMITED

Head Office - Plot 24, Saden Road, Ambassador Area, Ridge Area - P. O. Box 7509 Accra-North
Tel: +233 (0)902 633 726 Fax: +233 (0)902 633 711 Email: info@gharan.com Web: www.gharan.com

Regional Office - Cameroon, Rue Doudou Alwa, P. O. Box 1177 Douala, Cameroon. Tel: +237 593-3959

Regional Office - Kenya, TRV Office Plaza, 55 Muthiti Road Suit 2D, Westlands,
P. O. Box 42918-00100, Nairobi Kenya. Tel: +254 20 374897/65

NOTATION: AM BEST - Solvite Financiere-B Cote De Credit - BB GCR - AFFAIRES LOCALES - AA, AFFAIRES INTERNATIONALES - BB+

GHANA RE *Votre Reassureur De Reference*

VIE : FRAIS GENERAUX EXERCICE 2018

SOCIETES	Assurances Individuelles						Assurances Collectives						Total Affaires Avenant	Amortissements	Total Général
	Contrat en cas de vie	Contrat en cas de décès	Mixte	Prévoyance	Titre de capitalisation	Complémentaire	Contrat en cas de vie	Contrat en cas de décès	Mixte	Épargne	Titre de capitalisation	Complémentaire			
ACTIVA-VIE	0	13 099 000	628 543 000	185 536 000	0	0	8 813 000	286 055 000	-2 418 000	70 232 000	0	0	1 138 668 000	0	1 138 668 000
Alliance-Vie	0	22 282 553	111 838 058	0	0	0	1 208 054	392 436 504	0	441 848 252	0	0	3 175 182 056	0	3 175 182 056
BENEF LIFE	0	94 618 161	3 080 623 730	27 454 182	0	30 258 045	0	512 174 333	0	0	0	0	3 338 428 251	0	3 338 428 251
PRO ASSUR VIE	0	0	72 112 540	0	0	0	0	67 014 012	0	0	0	0	611 040 655	0	611 040 655
SMAR VIE	0	20 205 275	6 853	73 667 133	0	0	0	364 403 830	0	64 747 624	0	0	508 775 572	0	508 775 572
SAMM LIFE	0	7 278 721	334 787 206	0	0	31 818 241	278 158 867	211 023 318	0	72 820 882	0	0	316 197 541	0	316 197 541
UADem_Vie	0	2 034 783	1 685 946	388 183 201	63 958 406	0	0	27 346 810	0	526 022 438	0	0	1 087 053 715	0	1 087 053 715
TOTAL	0	154 528 054	4 218 653 131	661 848 812	63 958 406	115 234 285	295 847 917	2 000 268 017	-2 418 000	1 166 241 767	0	0	8 575 564 280	0	8 575 564 280

VIE : PRIMES ACQUISES AUX REASSUREURS EXERCICE 2013

SOCIÉTÉS	Assurances individuelles						Assurances collectives						Total Général		
	Comptes en chèques VIE	Retrait en cas de décès	Mutua	Épargne	Tende capitalisation	Comptabilité	Comptes en chèques VIE	Central en cas de décès	Mutua	Épargne	Tende capitalisation	Comptabilité			
ACTIVA VIE			46 932 000				109 507 000						156 429 000		46 429 000
ALIMA VIE		4 522 562	0	0	0	0	278 127 907	0	0	0	0	0	282 655 469		282 655 469
BENEF LIFE			10 777 815										10 777 815		10 777 815
PRO ASSUR VIE			4 590 814				75 151 300						79 742 114		79 742 114
SARL VIE			2 167 065				177 707 401						179 874 466		179 874 466
SWAN LIFE							80 235 619						80 235 619		80 235 619
UAGAM VIE		45 592 715	20 477 302				24 005 479						90 065 495		90 065 495
TOTAL	0	69 647 287	133 782 584	46 932 000	0	0	1 807 820 791	0	0	0	0	0	2 148 686 532	0	2 148 686 532

Plan Prévoyance **Entreprise**

Optimisez les performances de votre personnel !

Union des Assurances de Cameroun – UAC
c/o M. rue Foch, Yaoundé
Tél: +237 (0)23 73 40 00
Téléfax: +237 (0)23 73 40 05
Fax: +237 (0)23 73 40 06
e-mail: uac@uac.cm

16
Espace de Conseil UAC

VIE - PART DES REASSUREURS DANS LES CHARGES EXERCICE 2013

SOCIÉTÉS	Assurances individuelles						Assurances collectives						Total Caillères	Total Caillères	
	Contrats en cas de vie	Contrats en cas de décès	Mille	Espace	Titre de capitalisation	Complémentaire	Contrats en cas de vie	Contrats en cas de décès	Mille	Espace	Titre de capitalisation	Complémentaire			Total Caillères
ACTIVA-VIE	0	0	38 417 000	0	0	0	0	84 373 000	0	0	0	0	0	121 389 000	121 389 000
Altre-Vie	0	0	0	0	0	0	0	551 621 005	0	0	0	0	0	551 621 005	551 621 005
3000 LIFE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3000 ASSUR Vie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SMAR VIE	0	1 530 233	0	0	0	0	0	636 532 134	0	0	0	0	0	637 232 133	637 232 133
SAHAW LIFE	0	0	0	0	0	0	0	2 63 104	0	0	0	0	0	2 63 104	2 63 104
Alkham Vie	0	31 070 932	27 472 071	0	0	0	0	2 207 244 303	0	0	0	0	0	2 266 587 977	2 266 587 977
TOTAL	0	33 521 242	63 889 071	0	0	0	0	3 551 628 106	0	0	0	0	0	3 613 016 159	3 613 016 159

Caminsur

Compagnie d'Assurance et de Réassurance au Capital de 1 000 000 000 de Fcfa

Entreprise privée régie par le code Cima. Siège social et Direction générale

B.P. 12 400 Yaoundé. Rue Narvick

Tél. : (237) 22 22 54 32 / 22 22 54 33 Fax : (237) 22 22 54 37

E-mail : caminsur@caminsur.com

Site web : www.caminsur.com

- automobile
- Individuelle accidents
- Assurances maladie
- Assistance voyage-séjour
- Assistance voyage
- Multirisque habitation
- Multirisques entreprises
- Assurances transport
- Risques techniques
- Risques informatiques
- Responsabilités civiles diverses

Agence de Yaoundé Siège : Tél. : (237) 22 22 54 32 / 33
 Fax : 22 22 54 37
 Direction Régionale Littoral et Sud-Ouest à Douala :
 Tél. : 33 42 84 80 / 33 01 20 29, Fax : 33 42 87 88
 Agence de Maroua centre : Tél. : (237) 77 51 81 34 - Maroua
 OMAMA Mboulé : Tél. : (237) 22 22 54 37 - Yaoundé
 AG SORES : Tél. : (237) 77 56 10 30 - Yaoundé
 AG KAMBU Biébe : Tél. : (237) 22 01 95 83 - Yaoundé
 AG NDAM : Tél. : (237) 77 09 07 23 - Yaoundé

AG ICHAJAI : Tél. : (237) 09 05 51 18 - Yaoundé
 AG TCHINDA TOMLIO Odessa : Tél. : 77 99 20 30
 Njingony - Douala
 AG KORDO Joel, Deido : Tél. : 77 82 00 12 - Douala
 AG NKWEIA ABONG Fala : Tél. : 74 34 88 11 - Kouba
 AG MAKOM : Tél. : (237) 33 32 28 27 - Bessé
 AG ATEDA Germaine : Tél. : (237) 77 74 77 94 - Bertoua
 AG MBOHOU Abdou : Tél. : (237) 09 88 88 10 - Foumbat
 AG NDONG Bamobé : Tél. : (237) 22 28 37 93 - Ebolowa

AG MBOHIN NEBA : Tél. : (237) 77 77 01 02 - Bamenda
 AG DJUDJA Celeste : Tél. : (237) 77 74 04 68 - Yaoundé
 AG BINGAN : Tél. : (237) 77 74 61 09 / 95 77 39 00 - Nkpa
 AG TIOUES : Tél. : (237) 22 02 14 80 - Baka
 AG TAKOU Fala : Tél. : (237) 99 76 80 72 - Gaidar
 AG NGONDI Jacob : Tél. : (237) 98 87 33 47 - Yagoua
 BO Kribi : Tél. : 00 87 00 62
 RO Mbanga : Tél. : 77 00 33 73 / 77 00 00 77

NSIA Hospi, le paiement de vos frais d'hospitalisation.

NSIA
HOSPI

VIE - SOLVABILITE EXERCICE 2013

SOCIETES	MARGE MINIMALE	MARGE DISPONIBLE	SITUATION DE MARGE	TAUX DE COUVERTURE
ACTIVA VIE	620 904 000	667 130 000	46 226 000	107,44%
Aliaziz VIE	3 342 764 790	5 570 738 091	2 227 973 301	166,65%
BENEFICIAL LIFE	851 243 922	1 729 082 867	877 838 945	203,12%
PRO ASSUR VIE	9 803 505	1 023 534 677	1 013 731 172	10440,50%
SAAR VIE	229 639 426	1 288 800 271	1 059 160 845	561,52%
SAHAM LIFE	344 600 045	1 349 199 653	1 004 599 608	391,52%
Unicom_vie	1 178 485 672	1 288 735 975	102 250 303	109,54%
TOTAL	6 575 341 380	12 817 311 534	6 341 970 174	196,45%

GLOSSAIRE :

Assurance : c'est une technique dont le rôle fondamental est de protéger, en cas de survenance de certains événements, les patrimoines et les personnes moyennant une rémunération.

Assurances de dommages ou assurances IARDT (Incendie, Accidents, Risques Diverss et Transports) : elles ont pour objet la réparation des conséquences d'un événement dommageable affectant le patrimoine de l'assuré. Elles sont soumises à un principe fondamental indemnitaire selon lequel la prestation de l'assureur ne peut en aucun cas excéder le préjudice réel subi par l'assuré.

Assurances de personnes : elles ont pour objet le versement des prestations forfaitaires en cas d'événement affectant la personne même de l'assuré. Ces prestations forfaitaires se traduisent par le versement d'un capital ou d'une rente.

Marge de solvabilité : c'est une garantie supplémentaire imposée par le code des assurances (article 337) pour la protection des assurés et bénéficiaires de contrats.

Elle correspond globalement aux fonds propres de l'entreprise.

Les sociétés d'assurances sont tenues de respecter une marge de solvabilité proportionnelle au volume global des affaires réalisées.

Prime : c'est la contribution que verse l'assuré à l'assureur en contre partie de la garantie qui lui est accordée.

Primes émises : c'est l'ensemble des contributions versées à l'assureur par les assurés au cours d'un exercice (1er janvier – 31 décembre) ; elles constituent le chiffre d'affaires de la société d'assurances.

Primes acquises : c'est la somme des primes émises et la variation des provisions de primes.

Provisions : Ce sont des sommes d'argent mises en réserve et destinées à couvrir les différentes dettes de l'assureur résultant de ses obligations contractuelles vis-à-vis des assurés.

Le calcul de ces provisions est réglementé par le code des assurances (article 334.)

Provisions pour risques en cours (PREC) : elles sont destinées à couvrir les risques et les frais généraux afférents, pour chacun des contrats à primes payables d'avance, à la période comprise entre la date de l'inventaire et la prochaine échéance du contrat.

Provisions pour sinistres à payer (PSAP) : elles sont destinées à couvrir les sinistres survenus avant la clôture de l'exercice (31 décembre) mais qui n'ont pas encore été payés.

Provisions techniques (PT) : ce sont les dettes de l'assureur. Elles figurent au passif du bilan. En contrepartie, elles doivent être représentées à l'actif du bilan par des valeurs équivalentes en placements selon les normes imposées par le code des assurances.

Provisions mathématiques (PM) : elles concernent exclusivement les opérations d'assurance vie et sont constituées des sommes que l'assureur doit mettre en réserve pour faire face à ses engagements envers l'assuré.

Produits financiers nets (PFN) : c'est la différence entre les produits de placements et les charges de placements.

Sinistre : c'est la réalisation de l'événement dommageable prévu et garanti au contrat.

Sinistres payés : ce sont les sommes que l'entreprise a déboursées au cours d'un exercice pour paiement des sinistres quelque soit leur année de survenance.

Prestations échues : Ce sont les paiements dus pour les contrats d'assurance vie et capitalisation arrivés à terme.

Charge de sinistres : c'est la somme des sinistres payés et de la variation des provisions pour sinistres.

Réassurance : c'est l'opération par laquelle une entreprise d'assurances (cédante ou assureur direct) se fait assurer à son tour auprès d'une autre société (le réassureur ou le cessionnaire) pour tout ou partie des risques qu'elle a souscrits.

Solde de réassurance : c'est la différence entre la part des réassureurs dans les charges et les primes acquises aux réassureurs.

Les leçons de la Microassurance Learning Sessions

Joseph NDI LOTIN

Chargé d'Etudes Saham
Assurance/Membre du Groupe de
Travail de l'ASAC chargé de la mise
en place d'un Pool de
Microassurance au Cameroun.

La Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurances (CIMA), en partenariat avec la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), Making Finance Work For Africa (MFW4A), Munich Re Foundation, la Fédération des Sociétés d'Assurances de Droit National Africaines (FANAF) et la Microassurance Network ont organisé une rencontre internationale sur la microassurance, dénommée «Microassurance Learning Sessions», à Douala du 08 au 10 Septembre 2014 sous le thème «Protéger les Petits Travailleurs».

Pendant trois jours, le marché Camerounais a eu l'insigne honneur d'accueillir près de 300 personnes venant des sociétés d'assurances, des institutions de microfinance, des opérateurs de téléphonie mobile, des représentants de la société civile ainsi que d'autres parties prenantes de l'espace CIMA et d'ailleurs, en vue de partager les récentes évolutions de la microassurance en Afrique.

Par le biais de ses plénières et ateliers techniques, ce séminaire avait pour objectifs spécifiques :

- D'informer sur Les avancées de la réglementation en matière de micro assurance
- Le partage d'expérience entre les différents acteurs
- L'incitation des marchés de la CIMA à s'investir dans la micro assurance.

C'est sous le prisme de ces objectifs que nous résumerons cette «Microassurance Learning Sessions».

I- Information sur les Avancées de la Réglementation en Matière de Micro Assurance

Public Cible 1 : Les Petits Travailleurs

La microassurance est un mécanisme d'assurance visant à protéger les personnes à faibles revenus contre des risques spécifiques. Elle est caractérisée principalement par la faiblesse des primes et/ou des capitaux assurés, par la simplicité des couvertures, des formalités de souscription, de gestion des contrats, de déclaration de sinistres et d'indemnisation des victimes¹.

En plénière, le Secrétaire Général de la CIMA a parlé des avancées au niveau réglementaire pour rendre la microassurance palpable aussi bien pour les assureurs que pour les assurés et l'ensemble des acteurs impliqués dans son intermédiation.

C'est ainsi que le public a pris connaissance des niveaux de prime maxima (FCFA

4500/mois) à pratiquer dans le cadre de la commercialisation des produits de microassurance.

La CIMA a également insisté sur l'Assurance Agricole comme levier de développement de la microassurance dans ses marchés. Partant d'un constat sur l'apport du secteur agricole dans le PIB (40%) de la plupart des Etats africains, le Secrétaire Général a insisté auprès des assureurs pour la prise en compte de l'activité agricole et plus encore des travailleurs (petits agriculteurs) qui sont les véritables créateurs de richesses dans le secteur agricole.

Public Cible 2 : Tous les Acteurs

S'agissant d'un enjeu aussi stratégique que la protection des plus faibles, qui représentent environ 90% de la population de nos Etats, la CIMA a tenu à préciser que la Microassurance dépasse le seul cadre des assureurs et est l'affaire de tous. C'est ainsi

qu'elle a tenu à présenter tous les acteurs habilités à présenter les opérations de Microassurance. Ont été cités : les courtiers, les banques, les institutions de microfinance, les mutuelles de santé, les sociétés et les distributeurs de téléphonie mobile, les chaînes de distribution alimentaire²...

Public Cible 3 : Assureurs

L'information majeure ici a été l'exigence réglementaire de marge de solvabilité qui est à 150% minimum³. L'explication ici est que la CIMA, en tant qu'organe de supervision et de régulation, a pour objectif majeur la protection des souscripteurs, assurés et bénéficiaires de contrat. S'agissant donc d'une population de masse et qui est fragile par ses revenus, le besoin de protection est encore plus grand. L'objectif de la CIMA étant à terme, de réconcilier les marchés avec leurs publics cibles.

II- Le Partage d'Expérience

Les plénières et les ateliers qui portaient sur les stratégies produit, prix et distribution ont été les plus courues. Cas inédit, les partenaires de la CIMA ont véritablement donné à voir en termes de produits.

C'est dans ce sillage que des produits déjà commercialisés ont été présentés.

a- MicroEnsure

MicroEnsure, le leader mondial dans le développement des produits de microassurance, a développé au Burkina Faso avec un Assureur et un Opérateur de Téléphonie Mobile un produit de micro assurance qui est commercialisé depuis 2013.

Ce produit couvre les accidents et l'hospitalisation avec une variante d'assurance vie pour une prime de FCFA 300/mois, soit FCFA 3600/an.

Selon MicroEnsure, l'une des clés de succès de ce produit est que le case study a été entièrement élaboré par eux.

L'Assureur et l'opérateur de téléphonie l'ont implémenté. Outre cela, les contrats ont été établis en langue locale pour faire adhérer le maximum de personnes. Les indemnisations quant à elles se font dans un délai de 72 heures en cas d'accident.

b- Planet Guarantee

Planet Guarantee, un cabinet de courtage spécialisé en microassurance, a développé deux produits déjà commercialisés à Madagascar.

Le premier est un produit de micro assurance santé. Pour une prime de 16 euros/an, une famille de 7 personnes est assurée pour un taux de couverture de 70%. La particularité de ce produit est qu'il n'y a pas d'exclusion de l'âge.

Le deuxième est une couverture en cas d'accident. Les souscriptions se font dans

les stations de services. Pour une prime de FCFA 4900/an, un capital est versé aux assurés en cas d'invalidité et décès.

III- Incitation des Marchés de la CIMA à s'investir dans la micro-assurance

Pour la CIMA, le principal facteur incitatif est l'environnement réglementaire sur la micro-assurance qui est désormais clarifié.

C'est donc logiquement que les assureurs de la zone CIMA ont été fortement encouragés à s'impliquer dans le développement produit et la commercialisation de la micro-assurance dans leurs marchés respectifs. En s'impliquant, les assureurs joueront davantage leur rôle social par l'amélioration des capacités des plus faibles à faire face aux aléas du quotidien. L'activité de micro-assurance par ricochet participera aussi à l'augmentation du taux de pénétration de l'assurance en zone CIMA qui est bloqué à 1% depuis plusieurs décennies.

• Réunion des Partenaires

La lancinante question de l'investissement de départ à consentir n'a pas été éludée lors des débats et les assureurs ont bien tenu à faire comprendre que la problématique de la rentabilité ne peut pas être occultée dans l'activité de microassurance. Des pistes palliatives ont été évoquées.

L'une d'elles c'est plus d'ouverture aux opérateurs de téléphonie pour le développement de solutions technologiques qui ajouteront de la valeur aux produits et simplifieront par la même occasion les procédures de recrutement des assurés, de collecte de primes et de paiement des sinistres.

L'autre piste énoncée c'est la mutualisation technique, infrastructurelle, administrative et même technologique entre assureurs pour amortir les coûts liés à l'éducation des cibles, au recrutement des clients et à la promotion produit.

En définitive, nous retiendrons que lors de ces assises inédites pour la zone CIMA, bien qu'il n'y ait pas eu de promesses, l'ensemble des parties prenantes au développement de la microassurance a pris un engagement de la nécessité de l'implanter et de la développer par le biais d'une synergie inclusive.

Nous retiendrons également cet appel des assureurs à l'endroit du régulateur à faire preuve de flexibilité comme cela a été le cas au niveau du marché burkinabè.

C'est donc sur une note d'optimisme tant du côté des professionnels que de celui des cibles et des organisateurs que le rideau est tombé sur cette «*Microinsurance Learning Sessions*».

Exit les Learning Sessions, What's Next Pour le Marché Camerounais?

En 2010, le Cabinet Desjardins avait fait une étude sur l'état des lieux de la microassurance en zone CIMA. Le marché camerounais qui avait participé à ce travail n'était donc pas étranger aux enjeux de la microassurance au moment où il accueille la «*Microinsurance Learning Sessions*».

Chacun des assureurs du marché s'est plus ou moins reconnu dans l'exposé «*produit*» fait par MicroEnsure ou Planet Guarantee.

Le Ministère des Finances, à travers la Direction Nationale des Assurances a déjà entrepris des actions visant à accompagner le marché. Outre la mise en place de la stratégie nationale sur la finance inclusive qui comporte un volet sur la microassurance, on peut citer la désignation de quatre cadres de haut niveau, interfaces de l'ASAC dans la réflexion sur la microassurance.

Cette dernière action est consécutive à la création au sein de l'ASAC, depuis 2013, d'un Groupe de Travail Chargé de la mise en place d'un pool de microassurance à adhésion facultative.

Pendant les Learning Sessions tous les assureurs se sont accordés sur l'impact positif qu'aurait la microassurance sur le taux de pénétration et même sur l'amélioration de la perception de l'assurance en général par les cibles. Ils sont également d'accord sur le fait qu'aujourd'hui, la micro-assurance ne se développe pas sans innovation, donc sans investissement de départ. Les expériences du Burkina Faso et de Madagascar ont amplifié à suffisance cette posture en montrant qu'à défaut de consentir des investissements conséquents, aucune initiative solitaire n'arriverait à toucher le maximum de cibles et donc à être pérenne.

La solution aujourd'hui, tant pour ce qui est de l'information à large spectre sur la micro-assurance que du développement produit et des réseaux de distribution, réside dans la mutualisation des moyens entre plusieurs assureurs, sinon l'ensemble du marché. Elle implique également une stratégie inclusive intégrant des partenaires tels que les opérateurs de téléphonie mobile, les établissements de microfinance, les mutuelles paysannes... Comme pour dire avec Edmund Burke «*On ne peut agir efficacement qu'en travaillant de concert*».

La CIMA au cours de cette année entend élaborer un plan d'action triennal sur le développement de la microassurance au sein de son marché. Le Secrétariat Général s'est dit disponible pour apporter un appui aux initiatives locales. De même que l'AFD, la Banque mondiale et Munich Re ont marqué leur disponibilité pour accompagner le projet de mise en place du Pool ASAC. La balle est donc dans notre camp !

(1) CIMA, LIVRE VII MICROASSURANCE, Article 700

(2) CIMA, LIVRE VII MICROASSURANCE, Article 731

(3) Op Cite. Article 724

L'honorable Zacharia AWANGA, un travailleur acharné

La rubrique portrait va présenter dans cette édition, l'honorable Zacharia AWANGA, éminent homme politique, sénateur, membre de la Commission Production du sénat, mais qui dans son parcours se distingue comme un travailleur acharné. Une icône pour la jeunesse du Cameroun

L'opérateur Economique :

Zacharia AWANGA décide de revenir des Etats-Unis d'Amérique, dans un contexte de sévère crise économique que traversait son pays le Cameroun au milieu des années 1980, avec pour objectif de créer des opportunités d'emplois pour réduire le chômage. C'est donc avec pour capital principal son génie et son ardeur au travail, qu'il se lance dans l'entrepreneuriat dans plusieurs secteurs productifs.

La Banque

Fort d'une expérience éprouvée dans le domaine de la micro finance, il crée en 1989 la NFC BANK. L'homme est resté déterminé face aux sceptiques qui n'imaginaient pas qu'une telle initiative puisse réussir en situation de crise. Cette banque, membre de l'APECCAM fait désormais partie du paysage de la finance au Cameroun.

L'assurance

La Samaritan Insurance Inc a été créée en 2006 avec pour objectif, la stabilisation des activités de ses partenaires, en leur offrant une assurance qui garantisse leur longévité. Depuis lors, cette compagnie d'assurance membre de l'ASAC, évolue avec un chiffre d'affaires en constante progression.

S'il y a un vœu qui lui est cher, c'est celui d'étendre l'implantation de la Samaritan aux coins les plus reculés du pays et d'améliorer la couverture de santé par la création

d'un hôpital de haut standing, qui permettra de rendre accessible au moindre coût, les soins de santé appropriés aux populations.

Ce projet permettrait de proposer une offre combinée Banque – Assurance - Santé

Le tourisme

AZAM Hotel à Bali road, Bamenda

Dans le souci d'avoir un cadre de réception adéquat et d'améliorer l'attractivité de la Région du Nord-Ouest, il choisira d'investir dans l'industrie du tourisme. Un établissement hôtelier de trois étoiles, avec une capacité de 80 Chambres, l'hôtel AZAM trône sur les hauteurs d'une des nombreuses collines qui L'arrivée de M. AWANGA dans ce secteur d'activités est inspirée du constat qu'il fait d'un déficit criard dans l'offre de moyens de transport pouvant faciliter le déplacement des populations en zone urbaine à moindre coût. C'est dans cette optique qu'il a noué un partenariat ambitieux avec une entreprise chinoise de renom, pour commercialiser les bus produits par une usine de montage créée au Cameroun, réussissant par le fait même un transfert de technologie. Il compte impliquer l'Etat dans cette initiative qui connaît déjà un début de réalisation.

Avec ces activités diversifiées dont la liste est loin d'être exhaustive, le capitaine d'industrie Zacharia AWANGA, emploie un effectif en ressources humaines évalué à plus d'un millier de Camerounais.

Cet opérateur économique chevronné a la ferme conviction que toute démarche entreprise avec la foi, le travail et la persévérance conduit toujours au succès. Et si ces PME peuvent aider à nourrir quelques familles, il dit merci à Dieu.

L'homme politique

L'honorable Zacharia AWANGA, membre du RDPC le parti au pouvoir milite depuis le milieu des années 80, il y a occupé de nombreux postes de responsabilité. Personne Ressource du Comité Central de ce parti, il est très souvent aux avant-postes lors des échéances électorales à l'instar des présidentielles de 2011 ou dans le comité d'organisation du cinquantenaire des armées que le Président de la République Paul Biya a présidé personnellement dans la ville de Bamenda. Ce sénateur a été élu en 2013 à la chambre haute du parlement camerounais, où il officie comme membre du Comité de Production du sénat.

Au sein de cette auguste chambre, l'honorable sénateur entend contribuer comme assureur, à donner

toute sa place à ce corps de métier et de participer activement à une bonne élaboration des lois concernant les assurances.

Au niveau local, il s'illustre comme un acteur de développement engagé dans les œuvres sociales, à travers la réalisation des projets routiers, d'électrification, d'adduction d'eau potable dans les zones défavorisées, contribuant ainsi au maintien de la paix et de la stabilité politique.

L'homme de culture

Enraciné dans la tradition de son village «Oshie» dans la Région du Nord-Ouest, le notable Zacharia AWANGA a été couronné "NGAM-FON" par l'Union des Chefs de la Momo. Ce qui signifie «Porte-Parole» des Chefs traditionnels de ce département.

Il a également assimilé la culture moderne à travers son cursus et sa formation qui l'auront conduit dans plusieurs continents. Ce qui en fait un féru des romans d'enquête et d'ouvrages sur le management et la politique.

Comme autre hobby, Zacharia AWANGA est un sportif membre du Tennis Club de Yaoundé, où il joue au moins une fois par semaine.

Dans la sphère privée, celui qui, à 63 ans partage sa vie avec Margaret, sa chère épouse et leurs deux enfants est un fervent croyant, Chrétien pratiquant de l'Eglise Presbytérienne du

Cameroun et membre actif du 'Christian Men Fellowship'.

Il pose régulièrement de nombreux actes de charité et reste fidèle à cette parole du seigneur Jésus Christ qui prescrit que la main gauche ne sache pas ce que fait la main droite. Il y croit fermement et pense que tout ce que l'on fait pour aider son entourage ne l'est que par la grâce de Dieu. Il s'interdit donc d'en faire mention.

VFB

Compagnie spécialisée dans les opérations
 d'assurance vie et capitalisation.

Assurance Temporaire
 décès individuelle

Tempo CI
 ALPIA

"La protection de vos poches."

Assurance des frais
 funéraires

Tempo "2000"

"La solution ultime"

Assurance Temporaire
 décès collective

Tempo γ
 GAMMA

"Le privilège de vous rassurer"

Assurance Tontine

Njangui

"Rendre votre union indissoluble"

Assurance mixte
 anticipée

Pari

"Rêver de grands exploits, puis
 les réaliserons avec vous."

Assurance capital
 différé

Boss

"Un jour nouveau se lève au
 milieu de votre vie."

Assurance éducation

AS Millénium

"Tu es déjà un As!"

Assurance retraite
 complémentaire

Flash Millénium

"Préparez vos vieux jours"

Prévoyance

Epargne et
Capitalisation

Avec Saar - Vie, vivez en toute quiétude!

NOS CONTACTS

Direction Générale
 B.P. 14009 Yaoundé Cameroun / Tél. : (237) 23 43 31 74 /
 Fax. (237) 23 43 31 04 / Hôpital de la rue Foch 1077

Siège Social
 B.P. 11001 Douala Bonanjo / Tél. : (237) 33 43 17 60 /
 Fax. (237) 33 43 09 71 / Bonanjo, Rue Pérouse, 1075

Bureau Direct
 B.P. 11501 Douala Cameroun / Tél. : (237) 33 43 28 00 /
 Fax. (237) 33 43 92 01 / AKWA, face PTT

Trad'CARD

bon pour les managers avisés

tradex sas

> Traçabilité > Sécurité > Profitabilité

La carte de paiement électronique de nouvelle génération de Tradex vous offre **3 avantages exclusifs** qui vous permettront de **réaliser enfin, de vraies économies ...**

Avantage Exclusif 1 :

Un dispositif sécuritaire exclusif proscrit toute tentative de fraude

Le TAG de sécurité RFID associé à la carte lors de sa création, permet l'identification de la présence physique du véhicule qui peut être approvisionné par la Trad'CARD. Autrement dit, aucune voiture autre que celle portant le code scellé sur son pare brise ne peut être servi par la Trad'CARD.

Avantage Exclusif 2 :

Chaque responsable de flotte peut gérer la consommation de son parc de manière autonome avec le portail web dédié.

Il peut ainsi :

+ Visualiser les transactions des cartes : Crédit / Débit de compte, Rechargement des cartes (Générés, Rendus, Aboutis), Débit de cartes, Prélèvement de cartes.

• Répartir les recharges des cartes à distance

• Prélever les crédits sur les cartes les moins utilisées et les transférer sur celles qui sont les plus sollicitées.

Avantage Exclusif 3 :

Un service SMS dédié vous informe sur les états critiques de votre compte

En consultant votre compte par SMS, vous obtenez des informations utiles pour la maîtrise de vos transactions : solde du compte, solde des cartes, seuils de consommation, informations pratiques ...

Ces informations disponibles en temps réels vous permettent de garder le contrôle en tout temps sur vos consommations par véhicule.

Tout manager avisé peut compter sur la Trad'CARD pour maîtriser ses dépenses de produits pétroliers et ainsi améliorer ses résultats.

Pour entrer en possession de votre Trad'CARD contactez-nous aux adresses ci-dessous

Direction Générale :
Douala / Akwa Avenue de Gaule
Tel : (237) 33 43 63 75 - 33 43 63 76

Agence de Yaoundé :
Nouvelle route BASTOS S/s Tradex
Tel : (237) 22 20 11 30

Nous innovons pour votre performance

www.tradexsa.com

Tradex

Chanas Assurances S.A.

Leader du marché camerounais

CAUTIONS DES MARCHÉS
Soumissionnez en toute crédibilité

CAUTIONS FINANCIÈRES
Empruntez, prêtez sereinement

CRÉDIT FOURNISSEUR
Vendez sans inquiétude

CRÉDIT À L'EXPORTATION
Exportez en toute confiance

RESPONSABILITÉ CIVILE
Réalisez vos travaux onshore et offshore
en toute tranquillité

TOUS RISQUES CHANTIERS
Investissez en toute sérénité

*Chanas vous apporte la sécurité dans
les transactions financières et commerciales*

chanas assurances s.a.

Entreprise régie par le code des Assurances

Siège : Douala Cameroun - Capital 2 300 000 000 FCFA - DR 109 Douala - Tél : +237 33 42 14 74 - Fax : +237 33 42 99 60 - E-mail : chanas@chanas-assurances.com
Filiale Guinée Equatoriale - Capital 1 000 000 000 FCFA - BP. 2044 Malabo - Tél : 00242 008 568 - Fax : 00242 008 569 - Email : chanas@finnet.gq

www.chanas-assurances.com